

# INSTRUCTION

**N° 98-094-M0 du 6 août 1998**

NOR : BUD R 98 00094 J

Texte publié au BOCP

**SERVICE DES COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX**

## ANALYSE

Date d'application : 06/08/1998

## MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; RÉGLEMENTATION

## DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

## DOCUMENTS À ABROGER

Néant

## DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TGPR	TPG	DOM	TGAP	RF	T						

## DIFFUSION

GT 50

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction D - Bureaux D2-D3*

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables un certain nombre de textes législatifs ou réglementaires ou d'instructions d'application concernant les collectivités locales et établissements publics locaux.

Ces textes ou instructions sont présentés selon l'ordre des rubriques du recueil M0.

## LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR

JEAN-BAPTISTE GILLET

## SOMMAIRE

PAGES	RUBRIQUES
	<b>M0</b>
	<b>1 - COMMUNES ET SYNDICATS DE</b>
<b>COMMUNES</b>	<b>12 - FINANCES COMMUNALES</b>
	123 <i>Recettes</i>
	123-1 <i>Généralités</i>
7	Protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière
27	LOI N° 98-46 DU 23 JANVIER 1998
	- ANNEXE N° 1 -
	123 bis-6 <i>Informations générales concernant la TVA</i>
9	Remboursement des indemnités de sinistre dues aux
collectivités	locales par les compagnies d'assurances
29	JUGEMENT DU TRIBUNAL D'INSTANCE DE RIOM DU 8 JUILLET 1997
	- ANNEXE N° 2 -
	124 <i>Comptabilité</i>
	124-13 <i>Comptabilité communale</i>
11	Mise en oeuvre de l'instruction comptable M14
33	REPONSE MINISTERIELLE DU 5 MARS 1998
	- ANNEXE 3 -
	<b>13 - ADMINISTRATION ET SERVICES</b>
<b>COMMUNAUX</b>	131 <i>Administration de la commune</i>
	131-4 <i>Marchés</i>
	131-43 <i>Principes généraux de la réglementation des marchés locaux</i>
13	Passation des marchés publics de télécommunication
35	CIRCULAIRE NOR/INT/K/98/00038/C DU 6 FEVRIER
1998	
	- ANNEXE N° 4 -

## 14 - PERSONNEL COMMUNAL

144	<i>Sécurité sociale, charges sociales et pensions</i>
144-11	<i>Versement des cotisations d'assurances sociales par les collectivités locales</i>
19	Indemnité exceptionnelle
43	DECRET N°97-215 DU 10 MARS 1997 - ANNEXE N° 5
45	DECRET N°97-1268 DU 29 DECEMBRE 1997 - ANNEXE N° 6 -
47	CIRCULAIRE NORINT B9800022C DU 23 JANVIER 1998 - ANNEXE N° 7-

## 2 - ETABLISSEMENTS PUBLICS

### 22 - SANTE PUBLIQUE - ETABLISSEMENT SANITAIRES, SOCIAUX ET MEDICO-

#### SOCIAUX

222	<i>Etablissements publics de santé</i>
222-31	<i>Personnel</i>
222-312	<i>Indemnités diverses</i>
21	Praticiens hospitaliers: indemnisation des gardes
51 DU	ARRETE DU 3 OCTOBRE 1997 MODIFIANT L'ARRÊTE 15 FEVRIER 1973 - ANNEXE N° 8 -
53	ARRÊTE DU 3 OCTOBRE 1997 : INDEMNISATION DES GARDES - ANNEXE N° 9 -
55	ARRÊTE DU 3 OCTOBRE 1997: ASTREINTES DES INTERNES - ANNEXE N° 10 -
57 DU	ARRETE DU 3 OCTOBRE 1997 MODIFIANT L'ARRÊTE 9 DECEMBRE 1996: GARDES DES ETUDIANTS - ANNEXE N° 11 -
59	ARRETE DU 3 OCTOBRE 1997: INDEMNITES POUR GARDE SUPPLEMENTAIRE - ANNEXE N° 12 -

		24 - Logement, Assainissement, Travaux de reconstruction
	242	<i>Associations syndicales de propriétaires</i>
	242-143	<i>Taxes syndicales</i>
23		Recouvrement des créances des associations syndicales
procédure		autorisées échues postérieurement à l'ouverture d'une
		collective à l'encontre d'un adhérent
61		ARRET DE LA COUR D'APPEL DE RENNES DU 5
		SEPTEMBRE 1996
		- ANNEXE N° 13 -

#### **4 - DEPARTEMENT**

##### **42 - FINANCES DEPARTEMENTALES**

	422	<i>Dépenses</i>
	422-2	<i>Dépenses d'aide sociale</i>
	422-24	<i>Aide médicale</i>
25		Crédits d'insertion départementaux du RMI pour 1996 et 1997
et		l'aide médicale
67		CIRCULAIRE DIRMI/DGCL/CP N° 97-559 DU 12 AOUT
1997		
		- ANNEXE N° 14 -



---

123-1

---

**PROTECTION DES PERSONNES SURENDETTEES**  
**SAISIE IMMOBILIERE**

Les comptables trouveront en annexe n° 1 la loi n° 98-46 du 23 janvier 1998 renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière.

L'attention des comptables est appelée notamment sur l'article 1er de la loi qui prescrit, à peine de nullité, les mentions qui doivent figurer sur le commandement à fin de saisie immobilière. Les imprimés correspondants ont été modifiés conformément aux nouvelles dispositions.





---

**123 bis-6**

---

**REMBOURSEMENT D'INDEMNITES DE SINISTRES**

Les comptables trouveront en annexe n° 2 un jugement rendu par le tribunal d'instance de RIOM en date du 8 juillet 1997 confirmant que le remboursement des indemnités de sinistre dues aux collectivités territoriales par les compagnies d'assurance doit être effectuée sur une base toutes taxes comprises.

Les compagnies d'assurance ne peuvent en effet se prévaloir du fait que les collectivités sont éligibles au fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) pour refuser le remboursement de la TVA. Ce fonds, en raison du contrôle d'éligibilité réalisé avec un décalage de deux ans, ne constitue pas une recette certaine pour les bénéficiaires et ne s'analyse pas comme un mécanisme fiscal de remboursement de la TVA.

L'attention des comptables est appelée sur le rôle qui leur incombe dans le cadre du contrôle de la mise en recouvrement des créances locales. Il leur appartient de vérifier que le montant de la TVA a fait l'objet d'un titre de recettes.



---

**124-13**

---

**COMPTABILITE COMMUNALE**

Les comptables voudront bien trouver en annexe n° 3 la réponse ministérielle relative à la difficulté de mise en place de la comptabilité communale M14.



---

131-43

---

## MARCHES PUBLICS

### PASSATION DES MARCHES PUBLICS DE TELECOMMUNICATION

Les comptables voudront bien trouver, ci-joint, en annexe n° 4, la circulaire du 6 février 1998 relative à la passation des marchés publics de télécommunication du secteur public local.

Parallèlement, une circulaire du 7 mai 1998, qui sera sans doute complétée par une autre circulaire, traite des contrats passés par l'Etat et les établissements publics administratifs pour la fourniture des services de télécommunications.

#### *I. La circulaire du 6 février 1998 ouvre aux organismes publics locaux les modalités de l'ouverture du secteur des télécommunications à la concurrence*

En effet, la fin du monopole de France-Télécom, le 1er janvier 1998, soumet de plein droit le secteur des télécommunications aux règles du code des marchés publics.

Il en résulte, notamment, que les prestations de téléphone sont désormais soumises au code des marchés publics.

Or, les collectivités publiques sont actuellement encore titulaires de contrats d'adhésion passés avec France-Télécom.

Deux cas peuvent se présenter : ces contrats sont, soit à durée déterminée, soit à durée indéterminée.

#### *1. Les contrats en cours à durée déterminée peuvent se poursuivre jusqu'à leur terme*

Mais, à l'issue de ces contrats, la passation d'un marché public conformément au code des marchés publics devient obligatoire si le montant des prestations dépasse 300 000 F.

De même, si le contrat comprend une clause de tacite reconduction, la collectivité doit renoncer à cette clause et procéder à une mise en concurrence.

#### *2. Pour tout contrat actuellement à durée indéterminée, un terme doit être fixé.*

La collectivité doit, dans un délai qualifié de « raisonnable » par la circulaire, lancer un marché dans les conditions prévues par le code susvisé.

#### *II. Cette circulaire indique également l'attitude à tenir par le comptable public*

En toute logique, le comptable public est autorisé à payer les dépenses découlant des situations admises par la circulaire à l'étude.



---

**131-43**

---

*1. Le comptable continue d'honorer les demandes de paiement afférentes aux contrats en cours jusqu'à leur terme*

*2. Si le contrat ne comporte pas de terme, il peut honorer les demandes de paiement jusqu'au 30 septembre 1998 inclus*

La date du 30 septembre 1998, arrêtée par le texte, concrétise la notion de délai « raisonnable » évoquée supra.

Au-delà de cette date, les règles prévues au code des marchés publics s'appliquant, le comptable pourra, le cas échéant, payer au vu de simples factures tant que le seuil de 300 000 F n'est pas dépassé; au-delà, tout règlement nécessitera la production d'un marché public. En l'absence de ce marché public, le comptable ne pourra payer faute de pièces justificatives suffisantes, à moins d'une réquisition de l'ordonnateur.

Bien évidemment, les sommes versées pendant l'année jusqu'au 30 septembre sur la base du contrat d'adhésion - qui n'entre pas dans le champ d'application du code des marchés publics - n'ont pas à être prises en compte pour l'appréciation du seuil susvisé.

### *III. Le champ d'application de la circulaire*

Sont concernés : les services commutés (téléphonie fixe), la téléphonie mobile (radiotéléphonie), les offres de liaison louées, la radiomessagerie, les services à valeur ajoutée, et même le service télex assuré, à ce jour, par France-Télécom, sans exclusivité toutefois.

Parmi les services concernés, certains entrent dans le champ d'application du code des marchés publics mais sont exclus du champ communautaire, d'autres sont soumis à la fois au code des marchés publics et aux obligations de publicité européenne.

*1. Les services entrant dans le champ d'application du code des marchés publics mais exclus du champ communautaire*

Il s'agit :

- de la téléphonie fixe,
- du telex,
- de la téléphonie mobile,
- de la radiomessagerie,
- des services de télécommunications par satellite.

Ces services doivent faire l'objet de marchés passés dans les conditions prévues au code des marchés publics.

*2. Les services soumis à la fois au code des marchés publics et aux obligations de publicité européenne*

Il s'agit :

- des services de valeur ajoutée (audiotel, télérel, réunion téléphone, télémesure...)
- des services de radiocommunications privées,





---

**131-43**

---

- des services de transmission de données (sur liaisons spécialisées louées ou sur d'autres supports qui ne constituent pas un support point par point : réseau téléphonique commuté, commutation par paquets, en mode asynchrone de type ATM..),

- de la publiphonie en site privé,
  - de la visioconférence,
  - des services de renseignements téléphoniques,
  - des offres de réseau d'entreprises,
  - de la vente de fichiers et d'annuaires,
  - des télégrammes,
  - de la visiophonie (sur réseau RNIS ou à large bande)
  - des prestations d'envoi de signaux télévisuels (sur réseau commuté),
- de la location d'équipements terminaux de télécommunications.

Ces services doivent non seulement donner lieu à des marchés passés conformément au codes des marchés publics mais encore, au dessus du seuil de 1.300.000 F H.T. pour le secteur public local, faire l'objet d'une publication au Journal Officiel des Communautés Européennes (JOCE).

Enfin, il est précisé, à toutes fins utiles, que la Commission Centrale des Marchés prépare actuellement un guide de recommandations pour l'établissement d'un Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et d'un Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) applicables aux services de télécommunications.



---

**144-11**

---

### **INDEMNITE EXCEPTIONNELLE**

Les comptables trouveront, en annexe n° 5, le décret n°97-215 du 10 mars 1997 relatif à l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires civils, aux militaires à solde mensuelle ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire et, en annexe n° 6, le décret n°97-1268 du 29 décembre 1997 qui le modifie.

Par ailleurs, le Ministre de l'Intérieur est venue précisé les modalités de mise en oeuvre de cette indemnité dans une circulaire 23 janvier 1998 relative à la mise en oeuvre d'une indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires territoriaux affiliés au régime spécial de sécurité sociale que vous trouverez en annexe n° 7.



---

—  
**222-312**  
—

---

**ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE  
PRATICIENS HOSPITALIERS  
INDEMNISATION DES GARDES**

Les comptables trouveront, en annexes, cinq arrêtés de revalorisation concernant l'organisation et l'indemnisation des services de gardes effectués par les praticiens hospitaliers, les internes, résidents en médecine et faisant fonction d'interne et les étudiants en médecine dans les établissements publics de santé. Il s'agit:

En annexe n° 8, de l'arrêté du 3 octobre 1997 relatif à l'organisation et à l'indemnisation des services de garde dans les établissements publics de santé autres que les hôpitaux locaux.

En annexe n° 9, de l'arrêté du 3 octobre 1997 relatif à l'indemnisation des gardes effectuées par les internes, les résidents en médecine et les étudiants désignés pour occuper provisoirement un poste d'interne dans les établissements publics de santé autres que les hôpitaux locaux.

En annexe n° 10, de l'arrêté du 3 octobre 1997 modifiant l'arrêté du 18 octobre 1989 relatif aux astreintes des internes.

En annexe n° 11, de l'arrêté du 3 octobre 1997 modifiant l'arrêté du 9 décembre 1996 relatif aux gardes des étudiants en médecine.

En annexe n° 12, de l'arrêté du 3 octobre 1997 modifiant l'arrêté du 9 décembre 1996 fixant les indemnités pour gardes supplémentaires attribuées aux étudiants de deuxième, troisième et quatrième année du deuxième cycle des études médicales.



---

—  
**242-143**  
—

---

**ASSOCIATIONS SYNDICALES AUTORISEES**  
**RECOUVREMENT DE CREANCES**

Les comptables trouveront, en annexe n° 13, un arrêt de la Cour d'appel de RENNES en date du 5 septembre 1996.

Cet arrêt confirme les termes de la lettre collective n° 37334 du 18 mai 1995 concernant l'attitude à adopter par les comptables publics pour le recouvrement des créances des associations syndicales autorisées échues postérieurement à l'ouverture d'une procédure collective à l'encontre d'un adhérent.

Le juge considère en effet que le fait générateur des taxes syndicales dues par les adhérents n'est pas le contrat de prêt que l'association a souscrit à la banque - « le règlement par les adhérents des taxes ne le sont pas dans le cadre d'un prêt à eux consenti »- mais les échéances périodiques constituées par l'émission des rôles de taxes.

Dès lors, les taxes mises en recouvrement après la procédure ne doivent pas être déclarées. Elles entrent dans le cadre de l'article 40 de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire.





---

—  
**422-24**

---

—  
**RMI**  
**CREDITS D'INSERTION DEPARTEMENTAUX POUR 1996 ET 1997**

Les comptables trouveront, en annexe n° 14, la circulaire DIR/MI/DGCL/CP n°97-559 du 12 août 1997 relative aux crédits d'insertion départementaux du RMI pour 1996 et 1997, et à l'aide médicale.



## ANNEXE N° 1 :

123-1

**LOI n° 98-46 du 23 janvier 1998 renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière (1)**

NOR : JUSX9801804L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

I. - Le deuxième alinéa de l'article 673 du code de procédure civile (ancien) est complété par les mots : « ; 8° l'indication que la partie saisie a la faculté de demander la conversion de la saisie en vente volontaire dans les conditions prévues à l'article 744 du présent code. »

II. - Après le deuxième alinéa du même article 673, il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :

« Si le débiteur est une personne physique, le commandement comprend en outre : 1° l'indication que le débiteur en situation de surendettement a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers instituée par l'article L. 331-1 du code de la consommation ; 2° l'indication que le débiteur peut bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 précitée ; 3° l'indication que le montant de la mise à prix du logement principal du débiteur fixé par le poursuivant peut faire l'objet d'un dire dans les conditions prévues à l'article 690 du présent code.

« Le commandement reproduit, à peine de nullité, les dispositions de l'alinéa précédent. »

**Article 2**

Après le cinquième alinéa de l'article 690 du code de procédure civile (ancien), il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le montant de la mise à prix du logement principal du débiteur fixé par le poursuivant peut faire l'objet d'un dire pour cause d'insuffisance manifeste. Le tribunal tranche la contestation en tenant compte de la valeur vénale de l'immeuble ainsi que des conditions du marché, le cas échéant, après consultation ou expertise. »

**Article 3**

Dans le premier alinéa de l'article 703 du code de procédure civile (ancien), les mots : « ou de l'un des créanciers inscrits, ou de la partie saisie » sont remplacés par les mots : « , de l'un des créanciers inscrits, de la partie saisie ou de la commission de surendettement des particuliers devant laquelle est engagée la procédure prévue aux articles L. 331-3 et suivants du code de la consommation. »

**Article 4**

Après le dernier alinéa de l'article 706 du code de procédure civile (ancien), il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Si le montant de la mise à prix a été modifié dans les conditions prévues au sixième alinéa de l'article 690 et s'il n'y a pas eu d'enchère, le bien est immédiatement remis en vente sur baisses successives du prix fixées par le juge,

le cas échéant jusqu'au montant de la mise à prix initiale. A défaut d'adjudication, le poursuivant est déclaré adjudicataire pour la mise à prix initiale. »

**Article 5**

Les trois premiers alinéas de l'article L. 331-5 du code de la consommation sont ainsi rédigés :

« La commission peut saisir le juge de l'exécution aux fins de suspension des procédures d'exécution diligentées contre le débiteur et portant sur les dettes autres qu'alimentaires. Toutefois, postérieurement à la publication d'un commandement aux fins de saisie immobilière, le juge de la saisie immobilière est seul compétent pour prononcer la suspension de cette procédure.

« Si la situation du débiteur l'exige, le juge prononce la suspension provisoire des procédures d'exécution. Celle-ci n'est acquise que pour la durée de la procédure devant la commission sans pouvoir excéder un an. Lorsque le débiteur fait usage de la faculté que lui ouvre l'article L. 331-7, la durée de la suspension provisoire est prolongée, jusqu'à ce que le juge ait conféré force exécutoire aux mesures recommandées, en application de l'article L. 332-1, ou, s'il a été saisi en application de l'article L. 332-2, jusqu'à ce qu'il ait statué.

« Lorsqu'en cas de saisie immobilière la date d'adjudication a été fixée, la commission peut, pour causes graves et dûment justifiées, saisir le juge aux fins de remise de l'adjudication, dans les conditions et selon la procédure prévues par l'article 703 du code de procédure civile (ancien). »

**Article 6**

La dernière phrase du cinquième alinéa (4°) de l'article L. 331-7 du code de la consommation est remplacée par deux phrases ainsi rédigées :

« En toute hypothèse, le bénéfice des présentes dispositions ne peut être invoqué plus de deux mois après sommation faite d'avoir à payer le montant de la fraction des prêts immobiliers restant due, à moins que, dans ce délai, la commission n'ait été saisie. A peine de nullité, la sommation de payer reproduit les termes du présent alinéa. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 23 janvier 1998.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

LIONEL JOSPIN

Le garde des sceaux, ministre de la Justice,  
ÉLISABETH GUIGOU

Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,  
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

(1) Travaux préparatoires : loi n° 98-46.

Assemblée nationale :

Propositions de loi (n° 141, 1356, 2680) :

Rapport de M. Jérôme Bignon, au nom de la commission des lois (n° 2704) :

Discussion et adoption le 18 avril 1998.



ANNEXE N° 2 :

123bis-6

08 JUILLET 1997TRIBUNAL D'INSTANCE DE RIOM

N° RG 19700136

AUDIENCE PUBLIQUE DU MARDI 08 JUILLET 1997COMPOSITION DU TRIBUNAL

N° 215

**PRESIDENT** : Madame Chantal CHASSANG, Juge au Tribunal d'Instance de RIOM**GREFFIER** : Madame Nelly PACE faisant fonction

MACIF

**DEMANDEUR** : Mutuelle assurances des commerçants et industriels de France (M.A.C.I.F.) dont le siège social est 79037 NIORT

Représentée par la SCP AMBIEHL et associés avocats au barreau de RIOM

c/

**COPIE****DEFENDEUR** : Commune des ANCIZES COMPS avenue du Plan d'Eau 63770 LES ANCIZES COMPS

Non représentée

Cne des ANCIZES COMPS  
Trésor Public

Le TRÉSOR PUBLIC - Trésorerie de Manzat 63410 MANZAT,

Représenté par M. VOYER trésorier

**DEBATS** : 10 JUIN 1997, les parties ayant été avisées de la date du prononcé du jugement.**JUGEMENT** : 08 JUILLET 1997 après délibéré.

## ANNEXE N° 2 (suite)

**FAITS ET PROCEDURE**

Par acte régulier d'huissier du 9 Avril 1997, la Mutuelle assurance M.A.C.I.F. a fait délivrer assignation à la Commune des ANCIZES COMPS et au TRESOR PUBLIC Trésorerie de MANZAT.

Elle expose qu'un de ses assurés a détruit un réverbère le 29 Juillet 1994 sur la commune des ANCIZES COMPS, que cette dernière lui a demandé le remboursement de la somme de 6 856,27 frs ; qu'elle a réglé la somme de 5.781,01 frs soustrayant de la demande le montant de la T.V.A., que le Trésor Public lui a alors fait délivrer commandement de payer le solde ce que la demanderesse conteste puisque la dépense en question est une dépense d'investissement et non une dépense de fonctionnement et est donc éligible au Fonds de Compensation de la TVA.

Elle demande en conséquence que le titre exécutoire présenté par la Trésorerie de MANZAT soit déclaré nul et non avenü au motif que la Mutuelle assurance M.A.C.I.F. n'est pas débitrice du montant de la T.V.A. soit de la somme de 1.075,26 frs.

Le Trésor Public réplique que les activités de service public habituelles des collectivités locales ne sont pas imposables à la TVA, que certes, il existe un Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA), mais que celui-ci assure une simple compensation à un taux forfaitaire de la TVA payée sur une partie des dépenses d'investissement à l'exception de toute dépense de fonctionnement. Le défendeur précise que cette contribution n'est pas équivalente à celle de la TVA, n'est pas certaine et ne s'analyse pas comme un mécanisme fiscal de remboursement de la TVA.

Il conclut que la Mutuelle assurance M.A.C.I.F. sera déboutée de sa demande puisque la réparation d'un préjudice doit être intégrale.

La Mutuelle assurance M.A.C.I.F. rétorque que le remplacement du lampadaire endommagé doit bien être considéré comme un investissement et non pas une charge de fonctionnement, que le remboursement de la TVA pouvant être sollicité auprès du FCTVA, l'assurance n'a pas à régler cette partie de dépense.

La commune des ANCIZES COMPS ne se présente pas, ni ne se fait représenter.

## ANNEXE N° 2 (suite)

- 3 -

MOTIFS

Attendu que la loi prévoit que tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer à condition que ce dommage soit personnel, direct et certain.

Attendu qu'en l'espèce, la question posée consiste à savoir si le montant de la TVA afférente à la facture de remplacement du lampadaire détérioré par l'assuré de la Mutuelle assurance M.A.C.I.F., doit être réglé par cette dernière, puisque cette taxe est entièrement acquittée par la collectivité locale et que la commune n'est pas assujettie à la TVA ;

Que la dépense en question ne saurait être considérée comme une dépense de fonctionnement mais comme une dépense d'investissement, dans la mesure où le lampadaire est un bien durable, constituant un actif immobilisé et non une dépense d'entretien courant ayant pour objet le maintien des éléments d'actif dans un état normal d'utilisation ;

Attendu que la loi a créé un Fonds de Compensation de la TVA ;

Que ce fonds à sa création avait pour but de rembourser entièrement la TVA acquittée par les collectivités locales sur leurs dépenses d'investissement.

Que cependant force est bien de constater que les prestations attribuées par ce fonds n'ont pas le caractère de la récupération de TVA puisque remboursée très tardivement à la collectivité débitrice et sans aucune certitude ;

Que ces sommes au surplus sont considérées par l'administration comme des subventions nouvelles dont les communes conservent le libre emploi sans que leur soit imposée une affectation comptable particulière, ce qui serait bien le cas s'il s'agissait du remboursement pur et simple de la TVA ;

Qu'en conséquence, à la date où la collectivité règle la facture TTC, elle subit un préjudice égal au montant de la TVA puisque le remboursement de cette somme par une subvention demeure aléatoire.

## ANNEXE N° 2 (suite et fin)

- 4 -

Qu'il échet donc de condamner la Mutuelle assurance M.A.C.I.F. à régler à la Commune des ANCIZES COMPS et au TRESOR PUBLIC la somme de 1.075,25 frs et de la débouter en conséquence de toutes ses demandes.

**PAR CES MOTIFS**

Le Tribunal statuant publiquement, par décision réputée contradictoire et en dernier ressort ;

Condamne la Mutuelle assurance M.A.C.I.F. à payer à la Commune des ANCIZES COMPS et au TRESOR PUBLIC la somme de Mille soixante quinze francs et vingt cinq centimes (1075,25 frs) ;

Déboute les parties de leurs autres fins, moyens ou conclusions ;

Condamne la Mutuelle assurance M.A.C.I.F. aux entiers dépens.

AINSI PRONONCE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.

LE GREFFIER



LE PRESIDENT





## ANNEXE N° 3 :

124-13

*Difficultés des communes suite à la mise en œuvre de l'instruction comptable M 14*

6654. - 5 mars 1998. - M. Jean-François Le Grand attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les difficultés que rencontrent actuellement de nombreuses communes par suite de l'instabilité engendrée par l'instruction M 14. Outre le fait que l'application des nouvelles modifications prévues implique d'ores et déjà la réécriture de 40 % des procédures informatiques existantes avec l'impossibilité comptable de faire à nouveau correspondre deux exercices consécutifs, la direction générale des collectivités locales annonce des modifications significatives sur le plan des comptes qui devraient se traduire notamment par la création de nouveaux articles et de nouveaux chapitres budgétaires. La présentation des budgets devant respecter la nouvelle présentation nécessitera la saisie de libellés courts et rendra la lecture d'un budget encore plus difficile. De même, les charges de travail imposées par cette nouvelle réforme comptable seront largement en dehors des coûts normaux d'une démarche informatique rationnelle. En conséquence, il lui demande les mesures qui pourront être prises pour réduire les coûts et ne pas perturber la gestion des collectivités locales.

*Réponse.* - L'instruction interministérielle budgétaire et comptable M 14 s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997 à l'ensemble des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et de leurs établissements publics locaux. Préalablement à la généralisation de cette instruction, une expérimentation progressive et de grande ampleur a été menée auprès de plus de 6 000 collectivités depuis 1993. Cette expérimentation avait pour objectifs essentiels, d'une part, de tester les procédures budgétaires et comptables ainsi que les nomenclatures des comptes par nature et, d'autre part, de vérifier l'adaptation des outils informatiques des collectivités locales, mais également des services de l'Etat, à l'ensemble de ces procédures réglementaires. Cette phase expérimentale, riche d'enseignements, a, de fait, nécessité pour ces collectivités expérimentatrices d'importantes capacités d'adaptation, les dernières modifications en profondeur des nomenclatures par nature intervenant au 1<sup>er</sup> janvier 1997. En revanche, les modifications intervenues au 1<sup>er</sup> janvier 1998 résultent moins des modifications des plans de comptes par nature que d'aménagements intervenus sur les maquettes budgétaires des communes de moins de 10 000 habitants. En effet, à la demande d'élus et sous l'égide du comité des finances locales (CFL), un groupe de travail M 14 du CFL, associant des représentants des élus et des administrations centrales, s'est réuni à compter du mois de juillet 1997 afin de répondre aux critiques exprimées et d'apporter les améliorations nécessaires aux documents budgétaires de l'exercice 1998, tant au niveau de la lisibilité et de la transparence des informations qu'au niveau de l'allègement de ces documents pour les collectivités de faible importance. Ces modifications ont reçu l'aval du CFL le 6 novembre 1997 et ont été publiées par arrêté du 4 décembre 1997 au *Journal officiel*. Cependant, afin de permettre aux prestataires informatiques de préparer ces adaptations dans les meilleures conditions, les services du ministère de l'économie, des finances et

de l'industrie, en liaison avec ceux du ministère de l'intérieur, ont, sur l'invitation de l'association des maires de France, réuni les sociétés de services informatiques dès le 9 octobre 1997. Par ailleurs, si le changement de plan de comptes au 1<sup>er</sup> janvier 1997 a pu, sous certaines conditions, entraîner une rupture dans l'analyse des comptes des collectivités, rendue nécessaire par une référence au nouveau plan comptable général de 1982, le nombre peu élevé de comptes par nature modifiés au 1<sup>er</sup> janvier 1998 n'apparaît pas être un facteur pouvant entraîner des distorsions de comparaison dans le temps des comptes de ces collectivités locales. Enfin, le groupe de travail M 14 du CFL s'attache, cette année, dans le prolongement des travaux menés en 1997, notamment à l'adaptation des maquettes des comptes administratifs, à la mise en place d'une nomenclature fonctionnelle mieux adaptée aux besoins des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et de leurs établissements publics locaux concernés. Soucieux de formaliser, au plus tôt, les améliorations qui seront mises en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 1999, le groupe de travail a engagé cette année ses travaux avec un semestre d'avance, dès le 5 février 1998, et tient ses réunions chaque mois. Son objectif étant d'achever ses travaux à l'été prochain. Bien entendu, les collectivités locales et les prestataires de services informatiques seront, dès que possible, tenus informés de la conclusion des travaux et des aménagements réglementaires qui en découlent. Ces démarches s'inscrivent dans le cadre des dispositions de l'article 11-II de la loi n° 94-504 du 22 juin 1994 qui a donné compétence au CFL sur les projets de décrets et d'instructions portant réforme de la comptabilité des communes et de leurs groupements pris avant le 31 décembre 1998.



## ANNEXE N° 4 :

131-43

*République Française*

6 FEV. 1998

*Le Ministre de l'Intérieur**Le Ministre  
de l'Economie, des  
Finances et de l'Industrie**Le Secrétaire d'Etat  
au Budget*

NOR 11N1K4918C1C1913131C

à  
Mesdames et Messieurs les Préfets  
Mesdames et Messieurs les Trésoriers -  
Payeurs Généraux**Circulaire relative à la passation des marchés publics de  
télécommunications**

Résumé : La libéralisation à compter du 1er janvier 1998 des services de télécommunications permet aux collectivités publiques de bénéficier des effets de l'ouverture à la concurrence pour leurs prestations de services téléphoniques, à l'issue de leurs contrats en cours. Cette nouvelle situation est sans effet sur les contrats en cours à durée déterminée, qui continuent à s'appliquer jusqu'à leur terme, sauf résiliation anticipée à l'initiative de la collectivité.

La présente circulaire a pour objet d'exposer les premières conséquences sur les contrats de prestations téléphoniques conclus par les entités soumises au code des marchés publics, de l'ouverture à la concurrence des services de télécommunications.

La libéralisation complète des services de télécommunications, y compris la téléphonie vocale fixe, est effective depuis le 1er janvier 1998 sur l'ensemble du territoire français. D'autres opérateurs que France Télécom peuvent désormais proposer leurs services.

Par ailleurs, France Télécom est l'opérateur public du service universel de télécommunications, c'est-à-dire que France Télécom a notamment l'obligation d'offrir un service téléphonique de qualité, à un prix abordable pour tous et sans discrimination fondée sur la localisation géographique.

En conséquence, les collectivités publiques doivent considérer que l'ensemble des services de télécommunications peut faire l'objet d'une mise en concurrence, y compris des offres de services de télécommunications limités à des prestations de téléphonie vocale, pour lesquelles France Télécom dispose d'une marge de négociation tant technique que tarifaire dans l'établissement de son offre.

## ANNEXE N° 4 (suite)

*Champ de l'obligation de mise en concurrence*

1 - Cette ouverture impose à l'ensemble des personnes soumises au code des marchés publics, une mise en concurrence formalisée pour les contrats de télécommunications d'un montant supérieur à 300 000 F TTC, à l'issue des contrats en cours. La méthode d'appréciation du montant du contrat à comparer au seuil est précisée à l'annexe III.

Cette ouverture ne conduit pas à remettre en cause les contrats de télécommunications en vigueur au 1er janvier 1998 sauf ceux à durée indéterminée au 1er janvier 1998 (cf ci-après pt 3.3) ; par ailleurs, elle n'entraîne aucune obligation pour l'ensemble des collectivités dont le montant des contrats de prestations de télécommunications n'excède pas 300 000 F TTC.

*Publicité communautaire*

2 - Les contrats de prestations téléphoniques entrent dans les prescriptions du code des marchés publics; ils sont soumis aux dispositions de la directive 92-50 relative aux marchés publics de services, actuellement en cours de transposition notamment par intégration des dispositions correspondantes au Livre V du code.

Il en résulte une obligation de publication communautaire pour les contrats les plus importants (cf p. 5 ci-après). Toutefois, sont exclus de cette obligation les contrats ayant pour objet la téléphonie vocale, le télex, la radiotéléphonie, les appels unilatéraux sans transmission de parole, les services de transmission par satellite.

*L'obligation de mise en concurrence*

3 - La disparition des droits exclusifs de France Télécom est sans effet sur les contrats en cours qui continuent à s'appliquer jusqu'à leur terme défini (cf tableau figurant à l'annexe 1).

3.1 Si la collectivité envisage une modification des prestations figurant à son contrat, notamment pour tenir compte d'évolutions techniques, elle doit procéder au lancement d'un nouveau contrat, dans les conditions prévues au code.

3.2 - Pour les contrats comportant une clause de tacite reconduction, le contrat reconduit s'analyse comme un nouveau contrat. Dès lors, la collectivité doit renoncer à cette clause et se soumettre aux obligations de mise en concurrence.

3.3 - L'absence de terme d'un contrat n'étant pas compatible avec le principe de remise en concurrence périodique applicable aux marchés publics, les marchés doivent obligatoirement comporter un terme. Dans l'hypothèse où la collectivité aurait conclu un contrat à durée indéterminée, il lui appartient de fixer un terme et de procéder, dans un délai raisonnable, au lancement d'un nouveau marché dans les conditions prévues au code.

3.4 - Toute collectivité peut, si elle le souhaite, mettre en oeuvre une clause de résiliation anticipée afin de bénéficier plus tôt des effets de l'ouverture à la concurrence.

## ANNEXE N° 4 (suite)

*Période transitoire* 4 - Si le contrat vient à échéance dans les prochaines semaines sans que la collectivité ait eu le temps de préparer sa consultation, elle est autorisée à prolonger son contrat antérieur ou à conclure un nouveau contrat sans mise en concurrence pour un montant prévisible qui n'excède pas 300.000 francs. Dans la plupart des cas, le délai ainsi obtenu permettra aux collectivités concernées de prendre leurs dispositions pour l'organisation d'une procédure de mise en concurrence dans les conditions de droit commun. Pour les collectivités les plus importantes, le prolongement du contrat à hauteur d'une dépense de 300.000 francs peut ne pas laisser un délai suffisant pour préparer dans de bonnes conditions le cahier des charges (notamment le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques) et respecter les délais de procédure; il pourra alors être admis que le marché de raccordement soit conclu sur le fondement de l'article 104-II, pour une durée limitée à celle nécessaire à la procédure de passation.

*Détermination des règles applicables*

5 - Pour déterminer les règles applicables, la collectivité doit procéder en deux temps :

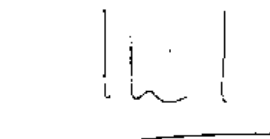
- Pour la détermination de la procédure elle-même, elle doit estimer globalement le montant M des prestations prévues sur la durée du contrat. La collectivité pourra utilement s'appuyer, à prestations identiques ou similaires, sur la valeur Mo des prestations de l'année de référence (1997 pour les contrats lancés en 1998), en la multipliant par la durée du contrat. Par exemple, une collectivité qui souhaite passer un marché d'une durée de cinq ans multipliera par cinq le montant des factures afférentes à l'année 1997, pour avoir une estimation du montant du marché, à besoins inchangés.

- Pour la détermination de l'obligation de publicité communautaire, elle doit apprécier le montant M1 des prestations correspondant aux services couverts par la directive communautaire (cf pt 2 ci-dessus). Il y a publicité communautaire dès lors que M1 est supérieur à 1,3 MF HT<sup>1</sup> pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics.

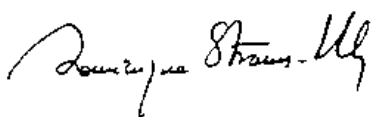
Les règles applicables en fonction des montants M et M1 sont résumées en annexe.

*Paiement des factures de télécommunication* 6 - Les comptables sont autorisés à payer les factures de télécommunication présentées par l'ordonnateur jusqu'à la date d'effet du nouveau contrat telle que définie ci-dessus. Cette règle s'applique notamment au dessus du seuil fixé à l'article 321 du code des marchés publics.

S'agissant des situations évoquées aux points 3.3 et 4 ci-dessus, et afin de tenir compte du délai raisonnable correspondant à la procédure de passation du marché public, les comptables sont autorisés à payer les factures de télécommunication jusqu'au 30 septembre 1998 inclus.



Jean-Pierre Chevènement



Dominique Strauss-Kahn



Christian Sautter

<sup>1</sup> 2,6 MF pour les opérateurs de réseau soumis au CMR

ANNEXE N° 4 (suite)

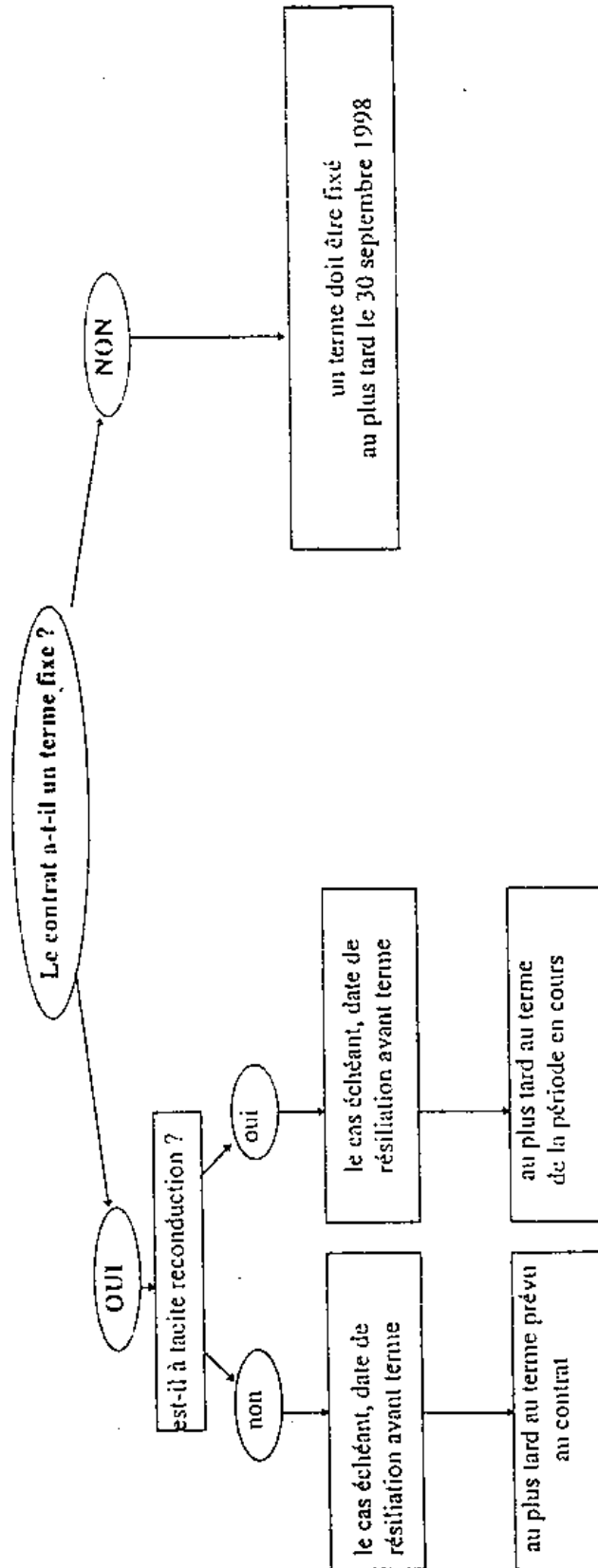
**LISTE DES ANNEXES**

- **Annexe 1 : Date d'obligation de conclusion de nouveaux contrats et de mise en concurrence**
  
- **Annexe 2 : Règles applicables**
  
- **Annexe 3 : Schéma d'aide à la décision**

## ANNEXE N° 4 (suite)

## ANNEXE 1

DATE D'ORIGINATION <sup>(1)</sup> DE CONCLUSION DE NOUVEAUX CONTRATS  
ET DE MISE EN CONCURRENCE DES SERVICES DE TELECOM,  
EN FONCTION DU TYPE DE CONTRAT EN COURS AU 01-01-98



(1) sous réserve du régime transitoire prévu au point 4 de la circulaire

## ANNEXE N° 4 (suite)

## ANNEXE 2

## REGLES APPLICABLES

M < 300 000 F TTC	Pas de formalisme pour la mise en concurrence Pas de publicité obligatoire
300 000 F TTC ≤ M < 700 000 F TTC	Procédure négociée Publication au BOAMP ou dans un JAL
700 000 F TTC ≤ M < 900 000 F TTC	Appel d'offres <sup>(2)</sup> Publication au BOAMP ou dans un JAL
900 000 F TTC ≤ M < 900 000 F HT <sup>(1)</sup> (Etat) ou 1 300 000 F HT (Collectivités locales)	Appel d'offres <sup>(2)</sup> Publication obligatoire au BOAMP
900 000 F HT (Etat) ou 1 300 000 F HT (Collectivités locales) ≤ M  - M1 < 900 000 F HT (Etat) ou 1 300 000 MF HT (Collectivités locales) - M1 ≥ 900 000 F HT (Etat) ou 1 300 000 MF HT (Collectivités locales)	Appel d'offres <sup>(2)</sup> Publication obligatoire au BOAMP Publication obligatoire au BOAMP et au JOCE

M = montant des prestations apprécié sur la durée du contrat : M = M1 + M2

M1 = montant des prestations soumis à la directive

M2 = montant des prestations correspondant à des services exclus de la directive

<sup>(1)</sup> 2 600 000 F HT pour les opérateurs mentionnés au II<sup>e</sup> paragraphe de l'article 104-1 tel qu'il résulte de la transposition de la directive « services »

<sup>(2)</sup> Procédure négociée pour les opérateurs mentionnés ci-dessus

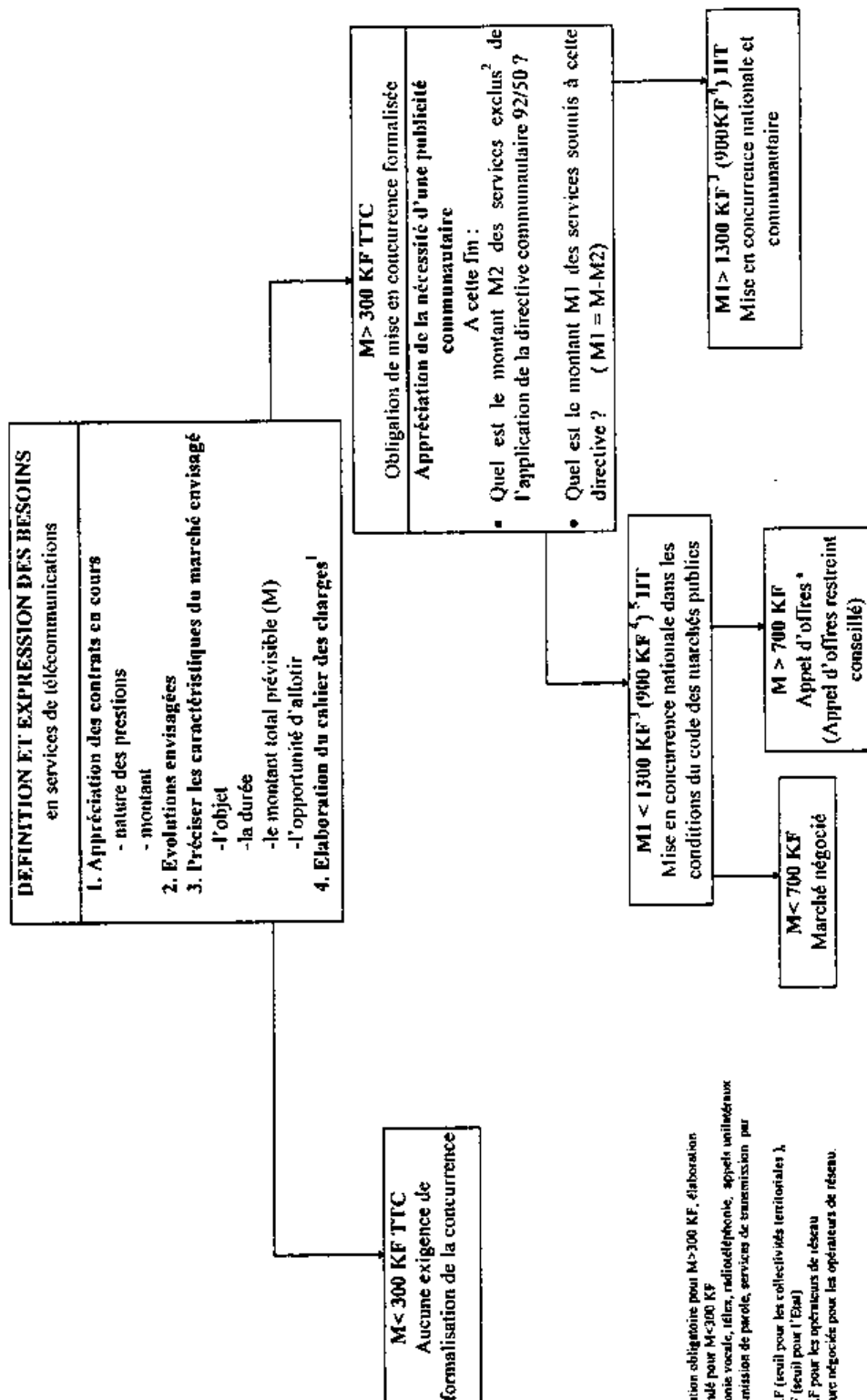


## ANNEXE N° 4 (suite et fin)

## ANNEXE 3

## OUVERTURE A LA CONCURRENCE DES SERVICES DE TELECOMMUNICATION AU 1/01/1998 ET COLLECTIVITES PUBLIQUES

Schéma d'aide à la décision





## ANNEXE N° 5 :

---

144-11

---

## JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

12 mars 1997 page 3847.

Décret n° 97-215 du 10 mars 1997.

---

**Relatif à l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires civils, aux militaires à solde mensuelle ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire.**


---

NOR: FPPA9700019D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la défense, du ministre du travail et des affaires sociales, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 136-1 et L. 136-2 ainsi que le titre Ier du livre VII ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée portant statut général des militaires ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes,

Décrète :

Art. 1er. - Une indemnité exceptionnelle, non soumise à retenue pour pension, est attribuée aux fonctionnaires civils régis par les lois du 11 janvier 1984 et du 9 janvier 1986 susvisées, aux magistrats de l'ordre judiciaire ainsi qu'aux militaires à solde mensuelle dans les conditions et selon les modalités fixées par le présent décret.

Art. 2. - L'indemnité est servie lorsque la rémunération annuelle perçue au titre de l'activité principale au cours de l'année courante, nette de cotisation maladie et de contribution sociale généralisée aux taux appliqués au 1er janvier 1997, est inférieure à cette même rémunération annuelle affectée des taux de cotisation maladie et de contribution sociale généralisée appliqués au 31 décembre 1996.

Le montant de l'indemnité est alors égal à la différence ainsi constatée.

La rémunération annuelle comprend le traitement, l'indemnité de résidence prévue par le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités prévues par un texte législatif ou réglementaire en vigueur et assujetties à la contribution sociale généralisée.

Art. 3. - Le paiement de l'indemnité fait l'objet d'acomptes mensuels.

Les acomptes sont égaux à un douzième d'un montant prévisionnel égal à 90 % de la différence, lorsqu'elle est supérieure à 200 F, entre la rémunération annuelle nette de cotisation maladie et de contribution sociale généralisée aux taux appliqués au 31 décembre 1996 perçue au cours de l'année

## ANNEXE N° 5 (suite et fin)

précédente et cette même rémunération annuelle nette de cotisation maladie et de contribution sociale généralisée calculée en fonction des taux appliqués au 1er janvier 1997.

Lorsque la différence de rémunération, calculée conformément à l'alinéa précédent, est inférieure à 200 F, l'indemnité est versée en totalité au plus tard au mois de janvier de l'année suivante.

Art. 4. - L'indemnité due au titre de l'année courante est calculée conformément à l'article 2 du présent décret et versée, déduction faite des éventuels acomptes, au plus tard au mois de janvier de l'année suivante.

Lorsque les acomptes versés sont supérieurs au montant de l'indemnité, les sommes indûment perçues donnent lieu à reversement.

Art. 5. - Lorsque les personnels mentionnés à l'article 1er du présent décret sont placés, au cours de l'année civile, dans une situation n'ouvrant plus droit à rémunération, l'indemnité est calculée et payée au plus tard à la fin du mois suivant la constatation de cette situation.

En cas de changement en cours d'année du service ordonnateur de l'indemnité, il est procédé à la liquidation et au paiement de celle-ci pour chacune des périodes.

Art. 6. - Par exception aux dispositions de l'article 3, premier alinéa, pour les personnels mentionnés à l'article 1er du présent décret nommés après le 1er janvier 1997, l'indemnité due au titre de cette même année fera l'objet d'un versement unique au plus tard au mois de janvier de l'année suivante.

Art. 7. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la défense, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et qui prend effet le 1er janvier 1997.

Fait à Paris, le 10 mars 1997.

144-11

19204

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

30 décembre 1997

**MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,  
DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT ET DE LA DÉCENTRALISATION**

Décret n° 97-1268 du 29 décembre 1997 modifiant le décret n° 97-215 du 10 mars 1997 relatif à l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires civils, aux militaires à solde mensuelle, ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire

NOR : FPPA9700245D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'emploi et de la solidarité, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, du ministre de la défense et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 136-1 et L. 136-2 ainsi que le titre I<sup>er</sup> du livre VII ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée portant statut général des militaires ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 97-215 du 10 mars 1997 relatif à l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires civils, aux militaires à solde mensuelle, ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire.

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. - L'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 mars 1997 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 1<sup>er</sup>. - Une indemnité exceptionnelle, non soumise à retenue pour pension, est attribuée dans les conditions et selon les modalités fixées par le présent décret aux fonctionnaires civils révisés par les lois du 11 janvier 1984 et du 9 janvier 1986 susvisés, aux militaires à solde mensuelle, aux magistrats de l'ordre judiciaire ainsi qu'aux agents non titulaires en poste à l'étranger, sous réserve que leur première nomination ou recrutement dans la fonction publique soient intervenus avant le 1<sup>er</sup> janvier 1998. »

Art. 2. - Le troisième alinéa de l'article 2 du décret du 10 mars 1997 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« La rémunération annuelle comprend le traitement ou la rémunération de base, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités prévues par un texte législatif ou réglementaire en vigueur et assujetties à la contribution sociale généralisée. »

Art. 3. - Aux articles 2 et 3 du décret du 10 mars 1997 susvisé, les mots : « au 1<sup>er</sup> janvier 1997 » sont remplacés par les mots : « au 1<sup>er</sup> janvier 1998 ».

Art. 4. - L'article 6 du décret du 10 mars 1997 susvisé est abrogé.

Art. 5. - La ministre de l'emploi et de la solidarité, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la défense, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le secrétaire d'Etat à la santé et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Fait à Paris, le 29 décembre 1997.

LEONEL JOSIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre de la fonction publique,  
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,*  
EMILE ZUCCARELLI

*La ministre de l'emploi et de la solidarité,*  
MARTINE AUBRY

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
ELISABETH GUINOU

*Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,*  
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

*Le ministre de la défense,*  
ALAIN RICHARD

*Le secrétaire d'Etat à la santé,*  
BERNARD KOUCHEUR

*Le secrétaire d'Etat au budget,*  
CHRISTIAN SAUTTER



## ANNEXE N° 7 :

144-11

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté Égalité Fraternité

MINISTRE DE L'INTERIEUR

DIRECTION GENERALE  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
SOUS-DIRECTION DES ELUS LOCAUX  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

23 JAN. 1998

5.C:\PICOTISAT\PERMU98.DOC  
Affaire suivie par J PERIDONT  
☎: 01 40.07.24.13- ☎: 01 47 42 39 07  
DGCL/FPTJ/1998/N° 41 /DEP

NOR L199801001212C

Le Ministre de l'intérieur  
à  
Mesdames et Messieurs les préfets

**OBJET :** Mise en oeuvre d'une indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires territoriaux affiliés au régime spécial de sécurité sociale.

Dans le cadre de la loi n° 97-1164 du 19 décembre 1997 de financement de la sécurité sociale pour 1998 (Articles 5 et 6-J.O. du 23 décembre 1997), il a été prévu, à compter du 1er janvier 1998, une diminution de 4,75 % du taux de cotisation salariale de maladie conduisant à sa suppression pour les fonctionnaires et une hausse de 4,1 % du taux de la cotisation sociale généralisée (CSG) dont le taux est porté de 3,40 % à 7,50 % d'une assiette égale à 95% de la rémunération brute globale.

Ce dispositif entraîne une variation de la rémunération nette des fonctionnaires, soit par une diminution des prélèvements sociaux pour les fonctionnaires dont le taux de primes est relativement faible, et donc une augmentation de leur rémunération nette, soit par une diminution de celle-ci, en raison de l'assiette de la CSG qui est plus large que celle des cotisations d'assurance-maladie, lorsque la part relative des primes est plus élevée.

Dans ce dernier cas, un dispositif de compensation a été institué pour la fonction publique de l'Etat par les décrets n° 97-215 du 10 mars 1997 et 97-1268 du 29 décembre 1997 relatifs à l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires.

Compte tenu du principe de parité entre fonction publique territoriale et fonction publique de l'Etat applicable en matière de rémunérations et comme en 1997, ce dispositif a vocation à s'appliquer dès à présent à la fonction publique territoriale.

## ANNEXE N° 7 (suite)

Champ d'application

Cette indemnité, justifiée par la non prise en compte, pour le calcul des cotisations d'assurance maladie des fonctionnaires relevant du régime spécial de sécurité sociale établi par le décret n° 60-58 du 11 janvier 1960, des éléments de rémunération autres que le traitement indiciaire des fonctionnaires, ne concerne que les fonctionnaires titulaires ou stagiaires nommés avant le 1er janvier 1998. Sont de ce fait exclus du champ d'application de l'indemnité, les agents non titulaires et les fonctionnaires non soumis au régime spécial de sécurité sociale, c'est-à-dire les fonctionnaires à temps non complet non-affiliés à la CNRACL.

Modalités de calcul de l'indemnité

Le montant de l'indemnité exceptionnelle est égal à la différence, lorsqu'elle est positive, entre la rémunération au titre de l'année courante, nette de cotisation maladie et de C.S.G., calculée sur la base des taux en vigueur au 31 décembre 1996 et cette même rémunération nette de C.S.G. calculée sur le taux de 7,5 % applicable depuis le 1er janvier 1998.

Le montant correspondant à l'assujettissement de l'indemnité exceptionnelle à la C.S.G., à la contribution au remboursement de la dette sociale (C.R.D.S.) et à la contribution de solidarité, s'ajoute au montant de ladite indemnité.

Assiette de l'indemnité

Pour le calcul de l'indemnité exceptionnelle, la rémunération qu'il convient de prendre en compte se compose, conformément à l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, des éléments suivants :

- le traitement
- l'indemnité de résidence
- le supplément familial de traitement
- les primes et indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire en vigueur et assujetties à la contribution sociale généralisée (C.S.G.).

Sont donc exclues de l'assiette: les indemnités représentatives de frais non assujetties à la C.S.G., la prime spéciale d'installation et les rémunérations, sous quelque dénomination que ce soit (indemnités, primes, vacations ou honoraires) qui justifient à elles seules, l'ouverture d'un compte de cumuls en application du décret du 29 octobre 1936 modifié relatif aux cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions. Entre dans ce cas l'ensemble des rémunérations versées au titre d'une activité distincte de l'activité principale telles que les indemnités versées aux membres de commission, les cours complémentaires ou les indemnités d'enseignement et de jurys.



## ANNEXE N° 7 (suite et fin)

Date de versement de l'indemnité

Des acomptes mensuels sont versés lorsque le montant provisionnel de l'indemnité exceptionnelle est supérieur à 200 francs par an. Dans le cas contraire, l'indemnité est versée en une seule fois en fin d'année. Le montant provisionnel nécessaire au calcul des acomptes est égal à la différence entre la rémunération annuelle perçue au cours de l'année précédente, nette de cotisation maladie et de C.S.G. aux taux appliqués au 31 décembre 1996, et cette même rémunération annuelle nette de cotisation maladie et de C.S.G. aux taux appliqués au 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Lorsque ce montant provisionnel est supérieur ou égal à 200 francs, les acomptes sont égaux à un douzième de 90% de ce montant (au minimum 15 francs par mois). La régularisation sous forme de solde de l'indemnité exceptionnelle due au titre de l'année courante est liquidée conformément aux dispositions précitées, et versée, déduction faite des éventuels acomptes au plus tard au mois de janvier de l'année suivante. Les personnels nommés ou réintégrés après le 1<sup>er</sup> janvier de l'année courante perçoivent l'indemnité sous la forme d'un versement unique au plus tard au mois de janvier suivant.

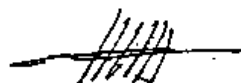
Lorsque le total des acomptes versés se révèle supérieur au montant de l'indemnité exceptionnelle calculée dans les conditions définies ci-dessus, les sommes indûment perçues donnent lieu à reversement. Si une telle situation peut s'apprécier en cours d'exercice, la modulation des acomptes mensuels peut être pratiquée.

Régularisation en cours d'année:

Lorsque les personnels bénéficiaires de l'indemnité exceptionnelle sont placés dans une situation n'ouvrant plus droit à rémunération (retraite, décès, détachement disponibilité), l'indemnité est versée au plus tard à la fin du mois suivant la constatation de cette situation. La liquidation de cette indemnité peut être provisoire dans la mesure où certains éléments de cette rémunération ne sont pas encore connus. Dès lors, la régularisation du montant de l'indemnité exceptionnelle afférente à cette période doit être effectuée à l'initiative de l'ancien ordonnateur.

Je vous saurais gré de bien vouloir assurer la plus large diffusion possible de ces informations auprès des collectivités territoriales et des établissements publics de votre ressort.

Pour le ministre de l'intérieur  
et par délégation,  
le directeur général des collectivités locales



Didier LALLEMENT



## ANNEXE N° 8 :

222-312

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ**

**Arrêté du 3 octobre 1997 modifiant l'arrêté du 15 février 1973 relatif à l'organisation et à l'indemnisation des services de garde dans les établissements publics de santé autres que les hôpitaux locaux**

NOR : MESH9723144A

Le ministre de l'emploi et de la solidarité,  
Vu le décret n° 60-1030 du 24 septembre 1960 modifié relatif au statut du personnel enseignant et hospitalier des centres hospitaliers et universitaires ;

Vu le décret n° 81-291 du 30 mars 1981 modifié portant statut des attachés et des attachés associés des établissements d'hospitalisation publics ;

Vu le décret n° 82-634 du 8 juillet 1982 relatif à la prise en compte des rémunérations des praticiens, à la tarification des consultations externes et au contrôle de l'activité médicale hospitalière dans les hôpitaux publics autres que les hôpitaux locaux ;

Vu le décret n° 84-131 du 24 février 1984 modifié portant statut des praticiens hospitaliers ;

Vu le décret n° 84-133 du 24 février 1984 modifié portant statut des personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires ;

Vu le décret n° 85-384 du 29 mars 1985 modifié portant statut des praticiens exerçant leur activité à temps partiel dans les établissements d'hospitalisation publics ;

Vu le décret n° 85-591 du 10 juin 1985 relatif à l'indemnisation des gardes médicales et des astreintes effectuées dans les établissements hospitaliers publics ;

Vu le décret n° 87-788 du 28 septembre 1987 modifié relatif aux assistants des hôpitaux ;

Vu le décret n° 90-92 du 24 janvier 1990 portant statut des personnels enseignants et hospitaliers des centres de soins, d'enseignement et de recherche dentaires des centres hospitaliers et universitaires ;

Vu le décret n° 93-701 du 27 mars 1993 relatif aux praticiens contractuels des établissements publics de santé ;

Vu le décret n° 95-569 du 6 mai 1995 relatif aux médecins et pharmaciens recrutés par les établissements publics de santé et les établissements de santé privés participant au service public hospitalier, en application des articles 3 et 4 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 portant diverses dispositions d'ordre social ;

Vu le décret n° 96-182 du 7 mars 1996 portant statut des pharmaciens des hôpitaux à temps partiel ;

Vu le décret n° 97-877 du 25 septembre 1997 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997 ;

Vu l'arrêté du 15 février 1973, modifié notamment par l'arrêté du 18 juillet 1986, relatif à l'organisation et à l'indemnisation des gardes médicales dans les hôpitaux publics autres que les hôpitaux locaux ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 1976 modifié relatif à l'organisation et à l'indemnisation des gardes médicales effectuées dans les services de réanimation des hôpitaux publics ;

Vu l'arrêté du 4 mai 1988 portant application de l'article 11 (2<sup>e</sup>) du décret n° 87-788 du 28 septembre 1987 relatif aux assistants des hôpitaux et relatif aux conditions dans lesquelles les assistants des hôpitaux et les assistants associés peuvent être indemnisés pour leur collaboration au service de gardes et d'astreintes, et notamment son article 1<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1995 relatif à l'organisation et à l'indemnisation des gardes médicales effectuées par les internes dans les établissements publics de santé,

## ANNEXE N° 8 (suite et fin)

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - L'article 14 (2<sup>e</sup>, A) de l'arrêté du 15 février 1973 modifié susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

- 2<sup>e</sup> Indemnisation des participations au service de garde :

• A. - Ces participations sont indemnisées sur la base de taux forfaitaires communs à tous les praticiens concernés quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent et selon les textes réglementaires qui leur sont applicables. »

Ces taux ainsi que les limites des plafonds qui évoluent en fonction de l'évolution des traitements de la fonction publique sont fixés ainsi qu'il suit :

	Taux à compter du 1 <sup>er</sup> -10-1997 — Francs —
<b>1. Service de garde sur place :</b>	
Garde.....	1 475
Demi-garde.....	738
- de 18 h 30 à 1 heure du matin.....	685
- de 1 heure du matin à 8 h 30.....	790
<b>2. Service de garde par astreinte :</b>	
Astreinte opérationnelle :	
a) Indemnité forfaitaire de base.....	227
- par demi-astreinte.....	114
b) Indemnité due pour chaque déplacement.....	316
Le montant cumulé des indemnités perçues ne peut excéder :	
- au titre d'une demi-astreinte opérationnelle.....	737
- au titre d'une astreinte opérationnelle.....	1 475
Astreinte de sécurité :	
a) Indemnité forfaitaire de base.....	148
Le montant cumulé des indemnités forfaitaires de base ne peut excéder :	
- pour quatre semaines.....	1 184
- pour cinq semaines.....	1 480
b) Indemnité due pour chaque déplacement.....	316
Les indemnités versées au titre d'une astreinte de sécurité ne peuvent excéder le taux fixé pour une garde.	
<b>3. Déplacements exceptionnels :</b>	
a) Ils ne donnent lieu à aucune indemnité forfaitaire.	
b) Indemnité due pour chaque déplacement.....	316
<b>4. Pour un même praticien, le montant cumulé des indemnités perçues pour ses participations au service de garde sous forme de permanence à l'hôpital ou d'astreinte à domicile ne peut excéder :</b>	

Taux  
à compter du  
1<sup>er</sup>-10-1997  
—

Francs

- pour quatre semaines.....	14 750
- pour cinq semaines.....	18 438

Les indemnités perçues dans le cadre des interventions hors service normal prévues au deuxième alinéa de l'article 3 de l'arrêté du 15 février 1973 modifié ne sont pas comptées dans ce plafond.

5. Lorsqu'un déplacement conduit à des actes thérapeutiques nécessitant la présence du praticien pour une durée supérieure à quatre heures, l'astreinte se transforme en demi-garde.

Art. 2. - Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997.

Art. 3. - Le directeur des hôpitaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1997.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur des hôpitaux :  
Le sous-directeur des personnels  
médicaux hospitaliers,  
B. BOUQUET

## ANNEXE N° 9 :

222-312

**Arrêté du 3 octobre 1997 relatif à l'indemnisation des gardes effectuées par les internes, les résidents en médecine et les étudiants désignés pour occuper provisoirement un poste d'interne dans les établissements publics de santé autres que les hôpitaux locaux**

NOR : MESH9723148A

Le ministre de l'emploi et de la solidarité.

Vu le décret n° 73-848 du 22 août 1973 modifié relatif à l'internat en pharmacie, et notamment ses articles 20 et 26 ;

Vu le décret n° 82-634 du 3 juillet 1982 relatif à la prise en compte des rémunérations des praticiens, à la tarification des consultations externes et au contrôle de l'activité médicale hospitalière dans les hôpitaux publics autres que les hôpitaux locaux et dans les établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier ;

Vu le décret n° 83-785 du 2 septembre 1983 modifié fixant le statut des internes et des résidents en médecine, des internes en pharmacie et des internes en odontologie ;

Vu le décret n° 83-591 du 10 juin 1985 relatif à l'indemnisation des gardes médicales et astreintes effectuées dans les établissements hospitaliers publics ;

Vu le décret n° 97-877 du 23 septembre 1997 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997 ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 1982 modifié relatif aux gardes des internes, des résidents en médecine et des étudiants désignés pour occuper provisoirement un poste d'interne ;

Vu l'arrêté du 4 mai 1988 portant application de l'article 11 (2<sup>e</sup>) du décret n° 87-788 du 25 septembre 1987 relatif aux assistants des hôpitaux et relatif aux conditions dans lesquelles les assistants des hôpitaux et les assistants associés peuvent être indemnisés pour leur collaboration au service de gardes et d'astreintes, et notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du 4 août 1994 relatif à l'indemnisation des gardes effectuées par les internes, les résidents en médecine et les étudiants désignés pour occuper provisoirement un poste d'interne dans les établissements d'hospitalisation publics autres que les hôpitaux locaux,

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les internes, les résidents en médecine et les faisant-fonction d'interne perçoivent, au titre des gardes qui peuvent donner lieu à indemnisation en application de l'arrêté du 29 décembre 1982 modifié susvisé, une indemnité financée sur le budget de l'établissement sur la base des taux suivants :

Taux à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997

	GARDES (en francs)	CEMI-GARDES (en francs)
Permanence à l'hôpital pendant une nuit, pendant la journée d'un dimanche ou d'un jour férié :		
Interne de troisième et quatrième année .....	575	288
Interne de première et deuxième année et résident en médecine .....	461	231
Etudiant désigné pour occuper provisoirement un poste d'interne .....	379	190

**Art. 2.** - En aucun cas le total des indemnités mensuelles perçues au titre du service de garde par les intéressés ne peut excéder :  
Interne de troisième et quatrième année..... 11 500 F  
Interne de première et deuxième année et résident en médecine..... 9 220 F  
Etudiant désigné pour occuper provisoirement un poste d'interne..... 7 580 F

**Art. 3.** - Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997.

**Art. 4.** - Le directeur des hôpitaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1997.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur des hôpitaux :  
Le sous-directeur des personnels  
médicaux hospitaliers.  
B. BOUQUET



## ANNEXE N° 10 :

222-312

**Arrêté du 3 octobre 1997 modifiant l'arrêté  
du 18 octobre 1989 relatif aux astreintes des internes**  
NOR: MESH972311GA

Le ministre de l'emploi et de la solidarité,

Vu le décret n° 73-848 du 22 août 1973 modifié relatif à l'internat en pharmacie, et notamment ses articles 20 et 26 ;

Vu le décret n° 82-634 du 8 juillet 1982 relatif à la prise en compte des rémunérations des praticiens, à la tarification des consultations externes et au contrôle de l'activité médicale hospitalière dans les hôpitaux publics autres que les hôpitaux locaux et dans les établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier ;

Vu le décret n° 83-785 du 2 septembre 1983 modifié fixant le statut des internes et des résidents en médecine, des internes en pharmacie et des internes en odontologie ;

Vu le décret n° 85-591 du 10 juin 1985 relatif à l'indemnisation des gardes médicales et astreintes effectuées dans les établissements hospitaliers publics ;

Vu le décret n° 97-877 du 25 septembre 1997 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997 ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 1989 relatif aux astreintes des internes,

**Arrête :**

Art. 1<sup>er</sup>. - L'article 4 (2<sup>e</sup>) de l'arrêté du 18 octobre 1989 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

*« Taux à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997*

« Dans les services non chirurgicaux :

« - indemnité forfaitaire ..... 61 F

« - indemnité pour chaque appel donnant lieu  
à déplacement ..... 61 F

« Le montant cumulé des indemnités perçues ne peut excéder, par astreinte, le montant d'une demi-garde d'interne. »

Art. 2. - Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997.

Art. 3. - Le directeur des hôpitaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1997.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur des hôpitaux :

*Le sous-directeur des personnels  
médicaux hospitaliers,*

**B. Bouquet**





---

222-312

---

**Arrêté du 3 octobre 1997 modifiant l'arrêté du  
9 décembre 1996 relatif aux gardes des étudiants  
en médecine**

**NOR : MESH972314/A**

Le ministre de l'emploi et de la solidarité,

Vu le décret n° 70-931 du 8 octobre 1970 modifié relatif aux fonctions hospitalières des étudiants en médecine, et notamment son article 1<sup>er</sup>-1 ;

Vu le décret n° 82-634 du 8 juillet 1982 relatif à la prise en compte des rémunérations des praticiens, à la tarification des consultations externes et au contrôle de l'activité médicale hospitalière dans les hôpitaux publics autres que les hôpitaux locaux et dans les établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier ;

Vu le décret n° 97-877 du 25 septembre 1997 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997 ;

Vu l'arrêté du 15 février 1973 modifié relatif à l'organisation et à l'indemnisation des services de garde dans les hôpitaux publics autres que les hôpitaux locaux ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1996 relatif aux gardes des étudiants en médecine,

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 3, deuxième alinéa, de l'arrêté du 9 décembre 1996 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

*« Taux à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997*

*« Pour une garde de jour, d'une nuit, d'un dimanche ou d'un jour férié : 152 F. »*

**Art. 2.** - Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997.

**Art. 3.** - Le directeur des hôpitaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1997.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur des hôpitaux :

*Le sous-directeur des personnels  
médicaux hospitaliers,*

**B. BOUQUET**



## ANNEXE N° 12 :

---

 222-312
 

---

**Arrêté du 3 octobre 1997 modifiant l'arrêté du 9 décembre 1996 fixant le montant des indemnités pour gardes supplémentaires attribuées aux étudiants de deuxième, troisième et quatrième année du deuxième cycle des études médicales**

NOR : MESH9723148A

Le ministre de l'emploi et de la solidarité,

Vu le décret n° 70-931 du 8 octobre 1970 modifié relatif aux fonctions hospitalières des étudiants en médecine, et notamment son article 1<sup>er</sup>-1 ;

Vu le décret du 8 juillet 1982 relatif à la prise en compte des rémunérations des praticiens, à la tarification des consultations externes et au contrôle de l'activité médicale hospitalière dans les hôpitaux publics autres que les hôpitaux locaux et dans les établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier ;

Vu le décret n° 97-877 du 25 septembre 1997 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997 ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1996 fixant le montant des indemnités pour gardes supplémentaires attribuées aux étudiants de deuxième, troisième et quatrième année du deuxième cycle des études médicales,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, de l'arrêté du 9 décembre 1996 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

*« Taux à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997*

*« Pour une garde de jour, d'une nuit, d'un dimanche ou d'un jour férié : 152 F. »*

**Art. 2.** - Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997.

**Art. 3.** - Le directeur des hôpitaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1997.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur des hôpitaux :

*Le sous-directeur des personnels  
médicaux hospitaliers,*

**B. BOUQUET**



ANNEXE N° 13 :

242-143

1re Chambre B1

RG : 9600040

ARRET N° 543

REPUBLIQUE FRANCAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANCAISARRET DE LA COUR D'APPEL DE RENNES  
DU 05/09/96Copie délivrée à titre  
de simple renseignement -1re Chambre B1-  
Ne peut être utilisée  
comme pièce de procédure  
(Circ. 55.19 du 16.5.1955) \*\*\*\*\*

## COMPOSITION DE LA COUR LORS DU DELIBERE :

Président : Monsieur BOTHOREL  
Conseiller : Monsieur VAN RUYMBEKE  
Conseiller : Madame FROMENTGREFFIER : Madame DURAND lors des débats  
Melle FREMONT lors du prononcé de l'arrêtDEBATS : à l'audience publique du 04/06/96  
devant Mr VAN RUYMBEKE, magistrat rapporteur,  
tenant seul l'audience, sans opposition des  
représentants des parties, et qui a rendu compte  
au délibéré collégial

## REFORMATION

ARRET : CONTRADICTOIRE  
prononcé par Madame FROMENT, Conseiller  
à l'audience publique du 05/09/96,  
date indiquée à l'issue des débats

\*\*\*\*\*

copie exécutoire délivrée  
le 4

## PARTIES :

Monsieur GIBOIRE Georges  
Huyère 35620 TEILLAY  
Mes CASTRES COLLEU & PEROT, Avoués  
SCP PAJOT MARIVIN BROUILLET GLON, Avocats  
APPELANTMe BERTHELOT François  
es qualité de commissaire à l'exécution du  
plan de redressement judiciaire de Mr GIBOIRE  
1 Bd du Colombier 35 RENNES  
Mes CASTRES COLLEU & PEROT, Avoués  
SCP PAJOT MARIVIN BROUILLET GLON, Avocats  
APPELANTPERCEPTION DE BAIN DE BRETAGNE  
21 Grande Rue 35470 BAIN DE BRETAGNE  
AGISSANT PAR SES DIRIGEANTS LEGAUX  
Me BOURGES, AvouéJean-Loup BOURGES  
AVOUE PRES LA COUR D'APPEL  
16, Rue de Viarmes  
35025 RENNES CEDEX 3  
Tel 99 28 86 16  
CCP Rennes 1067.91 Y

INTIME

## ANNEXE N° 13 (suite)

EXPOSE DES FAITS - PROCEDURE - OBJET DU RECOURS

Par jugement du 24 juillet 1992, le tribunal de grande instance de Rennes a prononcé le redressement judiciaire de M. Giboire, exploitant agricole, et désigné Maître Berthelot en qualité de représentant des créanciers.

Le 14 septembre 1992, la Perception de Bain de Bretagne, en sa qualité de comptable de l'association syndicale de drainage de Bain de Bretagne, a déclaré une créance de 41.927,28 francs au titre des taxes de drainage de 1990, 1991 et 1992. La créance a été admise et son règlement est prévu par le plan d'apurement du passif homologué par jugement du 20 septembre 1993.

Les 23 janvier et 15 juin 1995, la Perception de Bain de Bretagne a notifié un avis à tiers détenteur sur le compte chèques postal de M. Giboire et adressé un dernier avis avant poursuites pour le recouvrement des taxes restant dues au titre des années postérieures, soit 13.139 francs et 6.437,29 francs .

Par jugement rendu le 13 octobre 1995, le juge de l'exécution du tribunal de grande instance de Rennes a rejeté l'action de Georges GIBOIRE et Maître BERTHELOT à l'encontre de la Perception de Bain de Bretagne visant la restitution de 13.139 francs et 6.437,29 francs réglées à la Perception de Bain de Bretagne, la qualifiant d'action en répétition de l'indu complétée par une action en responsabilité, et échappant ainsi à sa compétence.

Par acte du 6 novembre 1995, Georges GIBOIRE et Maître BERTHELOT ont formé appel de ce jugement.

MOYENS PROPOSES PAR LES PARTIES

A l'appui de leur appel, Georges GIBOIRE et Maître BERTHELOT font valoir que :

- le juge de l'exécution est compétent pour statuer sur les difficultés relatives au titre exécutoire, et il connaît des demandes en réparation fondées sur l'exécution ou l'inexécution dommageable de mesures d'exécution forcée ou des mesures conservatoires,

- les poursuites de la Perception de Bain de Bretagne s'opposent à deux titres exécutoires, le jugement de redressement judiciaire et le jugement d'homologation,

- en matière de prêt, les échéances à échoir doivent être déclarées,



## ANNEXE N° 13 (suite)

- le défaut de déclaration des échéances à échoir doit être sanctionné par l'extinction de la créance.

En conséquence, Georges GIBOIRE et Maître BERTHELOT demandent à la Cour de dire n'y avoir lieu à poursuite de la Perception de Bain de Bretagne contre M. Giboire, que les poursuites sont abusives et que la Perception de Bain de Bretagne sera condamnée à payer à Georges GIBOIRE 24.576,29 francs à titre de dommages intérêts. Enfin, ils réclament 8.000 francs au titre de l'article 700 du Nouveau code de procédure civile.

La Perception de Bain de Bretagne fait valoir que :

- elle ne conteste pas la compétence du juge de l'exécution,

- aucune voie d'exécution n'a été exercée pour les taxes déclarées et admises au passif,

- la demande de taxe pour 1992 doit être déclarée nulle et non avenue car elle résulte d'une erreur,

- les paiements de 13.139 francs et 6.437,29 francs concernent les taxes de 1993 et 1994,

- les taxes dues ne le sont pas au titre d'un prêt et les taxes dues postérieurement au dépôt de bilan sont des créances pour l'une (1993) visée par l'article 40 de la loi du 25 janvier 1985 devant donc être payée à leur échéance; et pour l'autre postérieure à l'homologation du plan de continuation.

Elle conclut à la régularité des poursuites et sollicite 3.000 francs par application de l'article 700 du Nouveau code de procédure civile. Elle demande que soit écartée des débats la pièce communiquée le 10 mai par Monsieur GIBOIRE.

#### MOTIFS DE L'ARRET

Considérant que la pièce communiquée par Mr GIBOIRE le 10 mai 1996, alors que la clôture est intervenue le 7 mai, sera écartée des débats ;

Considérant que la compétence du juge de l'exécution n'est pas contestée en instance d'appel ;

Considérant que les créances déclarées visent les taxes de drainage dues en 1990, 1991 et 1992 ;

## ANNEXE N° 13 (suite)

Considérant que les poursuites s'exercent sur les taxes dues pour 1993 et 1994 ; que la Perception de Bain de Bretagne n'était tenue, au regard des articles 50 et 51 de la loi du 25 janvier 1985, de ne déclarer que les créances ayant leur origine antérieurement au jugement d'ouverture, lequel est intervenu le 24 juillet 1992 ;

Considérant que les taxes de drainage sont dues périodiquement par les membres de l'association ; que si celle-ci a recours à l'emprunt, elle prend seule la qualité d'emprunteuse et le règlement par les adhérents des taxes ne le sont pas dans le cadre d'un prêt à eux consentis ;

Considérant ainsi qu'il ne peut être reproché à la Perception de Bain de Bretagne de ne pas avoir déclaré des créances qui n'étaient pas nées lors du jugement d'ouverture et qui n'étaient en conséquence pas soumises à déclaration ; qu'elles ne sont pas éteintes ;

Considérant que la Perception de Bain de Bretagne fait justement observer que les poursuites exercées en 1995 concernent précisément des créances nées exclusivement en 1993 et 1994, distinctes de celles déclarées dans le cadre de la procédure collective, l'une étant visée par l'article 40 de la loi du 25 janvier 1985 (devant, par conséquent, être payée à son échéance), et l'autre étant même postérieure au jugement d'homologation ; que, par conséquent, les demandes de Georges GIBOIRE et Maître BERTHELOT doivent être rejetées comme non fondées, les poursuites de la Perception de Bain de Bretagne n'étant pas abusives ;

Considérant qu'il convient en conséquence de réformer la décision déférée en ce qu'elle a écarté sa compétence, mais de rejeter les demandes de Georges GIBOIRE et Maître BERTHELOT ; que Georges GIBOIRE et Maître BERTHELOT, qui échouent en leur recours, ne sont pas fondés pour le premier à réclamer le remboursement de ses frais irrépétibles, et supporteront la totalité des dépens ;

Considérant qu'il est en revanche inéquitable de laisser à la charge de la Perception de Bain de Bretagne les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens ; qu'il lui sera alloué à ce titre la somme de 3.000 francs ;

## PAR CES MOTIFS

La Cour, statuant publiquement et contradictoirement,

Ecarte des débats la pièce communiquée par Mr GIBOIRE le 10 mai 1996,





## ANNEXE N° 13 (suite et fin)

Réforme le jugement déféré,

Rejette les demandes de Georges GIBOIRE et Maître BERTHELOT en sa qualité de commissaire à l'exécution du plan,

Condamne Georges GIBOIRE et Maître BERTHELOT, en sa qualité de commissaire à l'exécution du plan, à verser à la Perception de Bain de Bretagne 3.000 francs en application de l'article 700 du Nouveau code de procédure civile,

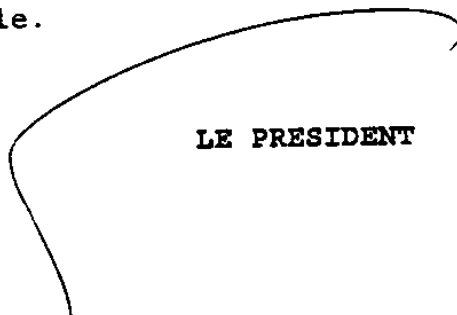
Rejette toutes autres demandes, .

Condamne Georges GIBOIRE et Maître BERTHELOT, en sa qualité de commissaire à l'exécution du plan, à l'ensemble des dépens, ceux d'appel pouvant être recouvrés selon les dispositions de l'article 699 du nouveau code de procédure civile.

LE GREFFIER



LE PRESIDENT

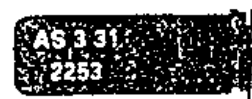




## ANNEXE N° 14 :

422-24

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale  
des collectivités locales*MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE*Direction de la comptabilité publique*MINISTÈRE DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITÉ*Délégation interministérielle  
au revenu minimum d'insertion*

**Circulaire DIRMI/DGCL/CP n° 97-559 du 12 août 1997 relative aux crédits  
d'insertion départementaux du RMI pour 1996 et 1997 et à l'aide  
médicale**

NOR : MESA9730374C

(Texte non paru au Journal officiel)

Date d'application : immédiate.

## Références :

- Loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988, modifiée par la loi n° 92-722 du 29 juillet 1992, notamment articles 36, 38, 39, 41 et 42 ;
- Loi n° 95-116 du 4 février 1995 portant diverses dispositions d'ordre social, notamment l'article 94 ;
- Circulaire DIRMI n° 93-04 du 27 mars 1993 relative à la mise en œuvre du RMI : dispositif d'insertion.

*Le ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre de l'intérieur, le  
ministre de l'économie, des finances et de l'industrie à Mesdames et  
Messieurs les préfets de département ; Mesdames et Messieurs les  
trésoriers-payeurs généraux.*

## 1. Les crédits départementaux d'insertion

Le dispositif d'insertion mis en place par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1988, modifiée par la loi du 29 juillet 1992, s'organise dans le cadre du programme départemental d'insertion (PDI) défini par l'article 36. Ce programme pré-

MES 97/38

113

## ANNEXE N° 14 (suite)

## 1.1.2. situation particulière pour 1997

Les CAF qui comptabilisaient les dépenses au mois de versement doivent dorénavant les comptabiliser au mois de droit pour se conformer aux textes en vigueur.

Il en résulte que, pour régulariser l'année 1996, les dépenses au titre du mois de décembre 1996 (allocations versées début janvier 1997) sont rattachées à l'exercice comptable 1996 qui de ce fait recense treize mois.

Cela ne doit en aucune façon conduire à calculer le montant des 20 % du département sur la base de treize mois ce qui serait illégal.

Vous devez donc demander à la (ou aux) CAF de vous fournir les éléments nécessaires sur douze mois soit sur la base de l'ancien mode de comptabilisation (mois de versement), soit selon le nouveau (mois de droit).

La différence entre les deux modes de calcul est de l'ordre d'un demi pour cent sur les masses en cause et variable selon la croissance ou la décroissance du RMI dans le département au cours de l'année.

Il vous est recommandé de choisir l'option la plus favorable au département et de l'en informer.

## 1.1.3. Les reports

L'obligation légale de l'année hors reports des exercices antérieurs est majorée des concours de la même année du FSE ou d'autres partenaires pour le financement des actions du programme départemental d'insertion.

Les crédits d'insertion de l'exercice précédent non consommés (reports à nouveau) sont reportables de plein droit (article 41 de la loi visée en référence) et donc additionnés au montant des crédits d'insertion de l'année.

Le montant de l'obligation légale totale pour l'année est égale à la somme des crédits d'insertion de l'année et des reports à nouveau (cf. tableau de synthèse dans annexes 1 et 2).

## 1.2. Rappel des règles d'imputabilité des dépenses et des recettes sur les crédits d'insertion départementaux

## 1.2.1. Les dépenses imputables sur le chapitre 959

Sont imputables sur le chapitre 959, les seules actions d'insertion inscrites au programme départemental d'insertion et engagées dans le cadre de conventions passées entre le préfet et le président du conseil général.

S'agissant des dépenses d'investissements

Les crédits d'insertion des départements peuvent financer à titre exceptionnel des dépenses d'investissements, dans des conditions rappelées dans la circulaire DIRM du 27 mars 1993 relative à la mise en œuvre du RMI.

Ces dépenses sont inscrites de façon spécifique en dépenses directes du chapitre 959, et en recettes directes du chapitre 909.8 nouvellement créé à cet effet (cf. § 4 ci-dessous sur les modalités de fonctionnement du chapitre 959).

Les investissements doivent avoir été prévus au PDI, et il vous revient, dans la préparation de celui-ci, de veiller à limiter les projets d'investissements à ce qui est directement utile à l'insertion des bénéficiaires du RMI.

115

MES 97/38

soient à partir de l'évaluation des besoins à satisfaire et des actions existantes, les différentes actions et initiatives à mener en recensant les moyens, notamment financiers, correspondants (cf. circulaire n° 93-04 du 27 mars 1993).

Il a paru nécessaire de vous rappeler que le programme départemental d'insertion doit reprendre, pour l'insertion des bénéficiaires du RMI, l'ensemble des actions d'insertion conduites ou envisagées dans le département y compris les contributions des différents partenaires (cf. § n° 5 de l'article 36). Il est adopté chaque année par le conseil départemental d'insertion avant le 31 mars.

« Il recense, à côté des actions menées par le département au titre de son obligation légale, toutes les actions d'insertion déjà prises en charge par l'Etat, les collectivités territoriales et les autres personnes morales de droit public ou privé. » (§ n° 2 de l'article 36).

Les crédits départementaux d'insertion représentent donc un sous-ensemble des dépenses d'insertion.

Par la loi visée en référence, les départements ont l'obligation de consacrer à l'insertion une somme au moins égale à 20 % du montant des allocations versées l'année précédente par l'Etat dans le département.

Ces crédits, ouverts au chapitre 959 du budget départemental, sont destinés à financer, d'une part, les actions d'insertion menées par le conseil général inscrites au PDI, d'autre part, les éventuelles dépenses de structures correspondantes dans les conditions précisées dans la circulaire n° 93-04 du 27 mars 1993, enfin une participation à l'aide médicale du département.

Nous vous rappelons que les crédits d'insertion du département doivent être « engagés dans le cadre d'une convention financière annuelle » (article 39).

## 1.1. Calcul du montant de l'obligation légale totale de l'année 1997

## 1.1.1. Base de référence pour le calcul des crédits d'insertion

La totalité des indus sont à déduire des allocations brutes pour obtenir le montant des allocations nettes d'indus constatés, base de référence du calcul des 20 %.

Rappelons que la notion d'indus constatés recouvre trois catégories d'indus : les indus récupérés, les remises de dettes (1) et les indus transférés à l'Etat (ou créances Etat).

Aussi, le montant des allocations nettes d'indus récupérés, versé par l'Etat dans le département, moins les indus transférés à l'Etat et les remises de dettes constitue la base de référence pour le calcul des 20 % au titre des crédits départementaux pour l'insertion des bénéficiaires du RMI.

Les crédits d'insertion de l'exercice doivent être donc bien calculés sur la base de 20 % de ces dépenses d'allocations nettes.

(1) Il s'agit du montant d'indus, non récupérés, car ayant fait l'objet d'une remise de dette. Même s'il s'agit d'une dépense d'allocation RMI complètement, il a paru juste, vis-à-vis du conseil général, de ne pas lui imputer les conséquences des décisions prises par le préfet, par délégation ou directement, sous sa seule responsabilité et non en vertu d'une obligation juridique.

114

MES 97/38

## ANNEXE N° 14 (suite)

## 1.2.3. Les recettes directes

## 1.2.3.1. Actions du programme départemental d'insertion financées par le Fonds social européen

L'attribution de concours du FSE implique le respect des principes généraux qui sont la concentration, le partenariat, la programmation et l'additionnalité.

En application du principe d'additionnalité le concours du FSE ne doit pas venir en substitution des financements publics que ces derniers soient liés à une obligation légale ou non.

La Commission européenne estime que si les crédits d'insertion inscrits au budget d'un département au titre de l'insertion des Rmistes n'ont pas été consommés, c'est le signe que l'intervention du FSE n'est pas nécessaire. Il y a donc une exigence de consommation des crédits engagés.

Le FSE n'intervient qu'au-delà de l'utilisation des crédits obligatoirement caractérisés à l'insertion. Par exception, la commission permet aux autorités françaises de ne pas prendre en compte, pour la détermination de l'assiette des dépenses effectives des conseils généraux, les reports de crédits antérieurs à 1994.

L'obligation légale relative au RMI est considérée comme satisfaite dès lors que la totalité des mandats émis au cours de l'année concernée, au titre de l'obligation légale, est au moins égale au montant de cette obligation quelle que soit la date effective des engagements à laquelle ils se rapportent. Il est donc possible d'inclure des dépenses relatives à des actions effectivement réalisées au cours de l'année « N » bien qu'ayant fait l'objet d'un engagement juridique et comptable au cours de l'année « N-1 ». Cependant seules restent éligibles au FSE les actions effectivement réalisées au cours de l'année « N ».

Aussi, ces concours du FSE au titre des actions du programme départemental d'insertion doivent s'ajouter à l'obligation légale de l'année dont le calcul vient d'être précisé.

Ces concours du FSE ont de plus une incidence pour le calcul des reports.

## 1.2.3.2. Autres recettes

Le PDI comprend des actions financées par les partenaires : l'Etat, la région, des organismes publics ou privés. A ce titre le département peut constater en recettes les participations ou les remboursements en provenance de ces partenaires.

Ainsi doivent figurer en recettes les participations de l'Etat ou de toutes autres collectivités au titre des dépenses de structure engagées par le département.

Ces différents concours ne doivent pas s'inscrire en minoration de l'obligation légale du département. A cet effet l'obligation légale est majorée des apports de la même année en provenance du FSE ou d'autres partenaires des actions du programme départemental d'insertion (cf. 1.1.3).

117

MES 97/38

Il faut garder à l'esprit que les crédits d'insertion représentent une somme de moins de 4 000 F par an et par bénéficiaire (hors aide médicale) et qu'ils doivent être consacrés en priorité à des actions permettant directement l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RMI :

## Les dépenses de structure

En ce qui concerne la part consacrée aux dépenses de structure, la circulaire DIRM du 27 mars 1993 constitue la référence dans la préparation du PDI avec le conseil général. En tout état de cause, vous veillerez à ce que les dépenses de fonctionnement du service social départemental, que les lois de décentralisation ont affecté à la compétence du conseil général, ne soient pas imputées sur les crédits de l'obligation légale.

## Cas particulier des dépenses d'aide médicale

Les dépenses obligatoires d'aide médicale pour les bénéficiaires du RMI (couverture complémentaire) sont imputables sur les crédits d'insertion dans la limite de 15 % (ou de 18,75 % dans les DOM) du montant des crédits d'insertion de l'année, hors report.

Pour cette sous-enveloppe il n'y a pas de mécanisme de report d'une année sur l'autre.

Lorsqu'un département prend en charge des dépassements tarifaires des prestataires (notamment dentaires, optiques et auditives) pour les bénéficiaires du RMI il est possible d'inscrire une part minoritaire de ses dépenses (c'est-à-dire inférieure à 50 %) sur les crédits d'insertion sous réserve d'un éventuel concours des fonds d'action sociale des CPAM ou d'autres organismes.

## 1.2.2. Les dépenses non imputables

Il est rappelé que ne sont pas imputables sur le chapitre 959 :

1. La contribution légale au fonds de solidarité logement (FSL) instituée par la loi du 31 mars 1990 ; mais il va de soi que les bénéficiaires du RMI ont pleinement accès au FSL, sous peine de rupture d'égalité devant la loi. Toutefois, au-delà de l'obligation légale au titre du FSL, les crédits d'insertion peuvent être sollicités pour abonder le FSL, dès lors que leur emploi sera affecté aux bénéficiaires du RMI pour des actions spécifiques complémentaires des interventions ordinaires du FSL.
2. Le financement du fonds d'aide aux jeunes (FAJ) qui relève également d'une obligation légale distincte (article 43-2 de la loi du 29 juillet 1992).
3. La rémunération des contrats emploi solidarité ou contrats d'emploi consolidés attribués à des bénéficiaires du RMI. Toutefois dans le cas où le conseil général finance tout ou partie du reste à charge de la part employeur pour les CES/RMI, et les CES/RMI, cette dépense - et elle seule - peut être imputée sur le 959. En effet la part du coût pour l'employeur, subventionnée par l'Etat (par le biais du CNASEA) ne peut faire partie de l'obligation légale du conseil général.
4. Les dépenses d'assurance personnelle des bénéficiaires du RMI ainsi que les éventuelles cotisations des travailleurs indépendants (agriculteurs exploitants, commerçants et artisans) prises en charge au titre de l'aide sociale (cf. par exemple le jugement du tribunal administratif de Paris du 28 février 1996 concernant le département de la Seine-Saint-Denis).
5. Les frais résultant de l'instruction administrative et sociale du RMI.

116

MES 97/38

## ANNEXE N° 14 (suite)

## 1.2.4. Les recettes indirectes

Le chapitre 959 est soumis dans son fonctionnement à la règle comptable de ventilation des dépenses spécifiques à l'ensemble du groupe 95 dont il fait partie, définie au paragraphe 2.4.2.1 de l'instruction M 51 (pages 72 et 73).

Aussi, afin d'établir la base servant au calcul de la participation financière des communes prévue à l'article 3 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et rattachée à l'article 42 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1988, un mouvement d'ordre doit permettre, d'une part, de solder le chapitre 959 et, d'autre part, de réventiler les dépenses sur le chapitre 958 qui récapitule le coût de l'ensemble des opérations en matière d'aide sociale et de santé effectuée par le département.

En conséquence, en fin d'année une recette indirecte d'un montant équivalent aux dépenses nettes, c'est à dire déduction faite des recettes directes, doit venir solder le chapitre 959.

Le chapitre 959 présente donc un solde nul au compte administratif.

## 1.3. Modalités de fonctionnement du chapitre 959 - RMI.

Le chapitre 959 peut comprendre des opérations directes ou indirectes.

## 1.3.1. Les dépenses directes

Le chapitre 959 peut comprendre des dépenses directes de fonctionnement.

Si l'action au titre du RMI comprend des dépenses d'investissement, le prélèvement sur les recettes de fonctionnement, afférent à ces dépenses spécifiques, s'inscrit en dépenses directes au chapitre 959 (compte 831) et en recettes directes au chapitre 909 (compte 115).

Ce dernier chapitre est subdivisé en trois sous-chapitres :

909-80 Hébergement social ;

909-81 action en faveur du logement ;

909-88 autres actions au titre du RMI.

Le compte 115 se répartit parmi ces trois sous-chapitres.

## 1.3.2. Les dépenses indirectes

Le chapitre 959 peut comprendre des dépenses indirectes avec en contrepartie des recettes indirectes à tous les autres chapitres de la section de fonctionnement.

Il comprend, notamment, des dépenses indirectes au titre des dépenses d'aide médicale autres que celles résultant de la prise en charge, pour les bénéficiaires du RMI, de la participation de l'assuré aux tarifs servant de base au calcul des prestations de sécurité sociale, imputables à concurrence de 3 % (ou 3,75 % dans les DOM) des dites sommes (article 38 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1988) sur les crédits du RMI. Ces autres dépenses enregistrées au fur et à mesure des paiements au chapitre concerné d'aide médicale du groupe 95 sont réimputées, en fin d'exercice, au chapitre 959, par dépense indirecte, contrepassivement une recette indirecte est constatée au chapitre concerné d'aide médicale du groupe 95.

148

MES 97/38

## 1.3.3. Les Recettes directes

Les remboursements et participations en provenance des différents partenaires participant au programme départemental d'insertion doivent s'imputer aux comptes en nature suivants :

- 7371 Participation de l'Etat ;
- 7372 Participation des régions ;
- 7376 Fonds social européen ;
- 7377 Autres subventions du budget communautaire et autres fonds structurels pour les recettes de fonctionnement ;
- 733 Recouvrements.

## 1.3.4. Les recettes indirectes

Le niveau de recettes indirectes nécessaire à la clôture du chapitre 959 est ventilé en fonction de sa nature par inscription en dépenses des deux sous-chapitres suivants du chapitre 958 :

- 958-40 : pour la part des dépenses nettes relevant du RMI et qui constitue une dépense obligatoire. C'est à partir de ce montant que va être déterminée la participation des communes. Il est au moins égal à la participation légale du département ayant fait l'objet d'une consommation en cours de l'exercice ;
- 958-60 : pour la part des dépenses nettes relevant du RMI et qui ne constitue pas une dépense obligatoire à la charge du département. Il s'agit ici des dépenses engagées par le département à titre facultatif, et notamment celle excédant l'obligation légale notifiée par le représentant de l'Etat en début d'année.

## 1.4. Contrôle budgétaire et comptable des imputations

Deux obligations s'imposent au département en matière d'ouverture de crédits :

- les articles 38 et 41 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1988 font obligation aux départements de consacrer à l'insertion des bénéficiaires du RMI un crédit au moins égal à 20 % des sommes versées par l'Etat au cours de l'exercice précédent et ouvert au chapitre 959 du budget du département.

L'application de cette disposition législative est susceptible d'entraîner la mise en œuvre de l'article L. 232-1 du code des juridictions financières pour insinuation du budget, ou de l'article L. 232-22 du même code, pour inscription d'office d'une dépense obligatoire.

- l'article 42 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1988 prévoit que les crédits ouverts au budget et non consommés pendant l'exercice sont reportés au budget de l'exercice suivant. Ils doivent donc figurer au compte administratif en restes à réaliser.

La loi n° 94-504 du 22 juin 1994 établit désormais un contrôle de la sincérité du compte administratif, à l'instar de celui qui existe sur le budget.

Les préfets sont donc dorénavant habilités à exercer ce contrôle et à saisir la chambre régionale des comptes, d'un budget qui reprendrait les résultats d'un compte administratif sans intégrer les restes à réaliser au titre du RMI.

MES 97/38

119

## ANNEXE N° 14 (suite)

## 2.1.3. L. Dépenses supplémentaires d'aide médicale

Les dépenses d'aide médicale incombent au département; toutefois si des mesures spécifiques supplémentaires sont prises en œuvre à destination des bénéficiaires du RMI, correspondant notamment à la prise en charge des dépassements du tarif de la sécurité sociale pour des prothèses dentaires, optiques, auditives, les surcoûts liés à ces dépenses peuvent être imputés pour une part minoritaire (dans la limite de 50 % de la dépense nette) sur les crédits d'insertion.

L'annexe 1 doit faire apparaître les sommes imputées au titre des 3 % (ou 3,75 % pour les DOM).

L'annexe 3 fait apparaître la totalité de la dépense de ticket modérateur et des dépassements tarifaires des bénéficiaires du RMI.

## 2.2. Rappel des chapitres budgétaires où sont affectés les dépenses d'aide médicale

Pour permettre aux départements un suivi particulier des dépenses, d'assurance personnelle, de ticket modérateur et forfait hospitalier, de dépassements de tarif de responsabilité de la sécurité sociale pour les prothèses, les comptes suivants sont ouverts depuis 1995 dans la comptabilité des départements (instruction MS1) :

- 6453 cotisation d'assurance personnelle à la sécurité sociale, dont :
  - 64531 cotisation d'assurance personnelle à la sécurité sociale (autres que RMI);
  - 64532 cotisation d'assurance personnelle à la sécurité sociale (autres que RMI);
- 6454 ticket modérateur et forfait hospitalier ;
- 64541 ticket modérateur et forfait hospitalier (RMI);
- 64542 ticket modérateur et forfait hospitalier (autres que RMI);
- 6457 dépassement de tarifs de responsabilité de la sécurité sociale pour les prothèses ;
- 64571 dépassement de tarifs de responsabilité de la sécurité sociale pour les prothèses (RMI);
- 64572 dépassement de tarifs de responsabilité de la sécurité sociale pour les prothèses (autres que RMI).

L'ouverture de ces comptes a été confirmée dans la circulaire interministérielle - budget, intérieur - relative à l'actualisation de la M 51 (circulaire NOR. REF B 95 - 0035 C du 2 novembre 1995).

## 2.3. Instructions pour remplir les tableaux de l'annexe 3

Ces tableaux servent à établir des indicateurs de gestion, qui vous seront retournés pour que vous puissiez situer votre département par rapport aux moyennes nationales et régionales.

C'est pourquoi ils doivent être remplis avec le plus grand soin pour pouvoir être agréés au niveau national. Vous devez nous informer par courrier joint des difficultés rencontrées. Vous devez en particulier nous indiquer s'il s'agit d'une répartition des dépenses réelles, ou d'un prorata établi proportionnellement au nombre des bénéficiaires. Cette question n'est pas neutre : les bénéficiaires du RMI représentent environ 70 % des effectifs de l'aide médicale. Toutefois, étant donné leur âge, leurs dépenses sont nettement inférieures à celles des autres bénéficiaires de l'aide médicale.

MES 97/38 121

ou dont les restes à réaliser repris au budget affecteraient inscrites. Cette saisie se fondera sur l'application des articles L. 232-21 et L. 232-22 du code des juridictions financières.

Compte tenu de l'importance revêtu par les dépenses affectées aux crédits d'insertion, les préfets sont invités à exercer avec une particulière vigilance le contrôle des budgets et des comptes administratifs, dans le respect des dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1988.

Il est rappelé par ailleurs que l'article L. 212-14 du code des communes, applicable aux départements, prévoit la production au compte administratif du bilan certifié conforme des organismes au bénéfice desquels la commune a versé une subvention supérieure à 500 000 F ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme. Les associations qui répondent à ces conditions et ont bénéficié, dans le cadre des crédits d'insertion du RMI, d'une subvention supérieure à ces seuils, doivent produire leur bilan du dernier exercice connu au département, qui le joint à son propre compte administratif. Les préfets voudront bien veiller à la production de ces documents qui, comme les autres annexes aux documents budgétaires, font partie intégrante de ces derniers.

Vous trouverez en annexe 1, 2 les fiches de synthèses relatives au calcul de l'obligation légale et en annexe 4 les tableaux récapitulatifs des dépenses pour les actions d'insertion menées en 1996.

## 2. Evaluation de l'aide médicale

Le droit à l'aide médicale (assurance personnelle et couverture complémentaire) est un droit dérivé du RMI. De fréquents dysfonctionnements sont constatés, tant au niveau de l'attribution de l'aide médicale (introduction de procédures restreignant l'accès immédiat à l'aide médicale, ou de son contenu) que de ses affectations complètes.

L'IGAS et la Cour des Comptes ont recommandé une plus grande rigueur dans la mise en œuvre des dispositions de la loi du 29 juillet 1992.

## 2.1. Principes généraux

## 2.1.1. L'assurance personnelle

Relevants d'obligations distinctes du RMI (article 187-2 du code de la famille et de l'aide sociale), les cotisations d'assurance personnelle ne sont pas imputables sur les crédits d'insertion.

Les cotisations des non-salariés, que le conseil général peut prendre en charge à titre volontaire, dans le cadre de l'aide sociale, ne sont pas non plus imputables sur les crédits d'insertion.

Vous voudrez bien confirmer, dans votre réponse à la présente circulaire, que ces points ont été expressément respectés et vérifiés pour 1996 (cf. annexe 1).

## 2.1.2. Les dépenses obligatoires de couverture complémentaire des bénéficiaires du RMI

Elles ne sont imputables qu'en partie sur les crédits d'insertion (15 % des crédits d'insertion, 18,75 % dans les DOM) hors report.

120 MES 97/38

## ANNEXE N° 14 (suite)

## 2.3.1. Les effectifs

Pour ce qui concerne l'assurance personnelle, vous devez vous rapprocher de la CPAM qui tient le décompte des effectifs.

Vous devez vérifier notamment que la CAF fournit à la CPAM les informations issues des déclarations trimestrielles de ressources, pour reclasser au régime général les assurés personnels qui ont repris une activité, ceux dont la situation au regard du droit a évolué, et ceux qui sont radiés (régime d'attente 825-2 et 827-2).

Pour donner une indication générale, en métropole, les assurés personnels pris en charge par le conseil général représentent 28 % des effectifs RMI payés, ceux pris en charge par l'Etat 2 %, et ceux pris en charge par la CAF 9,5 %. Les fortes variations du ratio des assurés personnels conseil général sont révélatrices d'anomalies de gestion qu'il faut corriger d'urgence.

Pour ce qui concerne les bénéficiaires de l'aide médicale au titre du RMI, le tableau séparé des titulaires de l'AM et les ayants droit : le total des personnes protégées par l'aide médicale permet de vérifier si les ratios de dépenses sont cohérents. Nous rappelons qu'en bonne logique, le nombre des titulaires de l'aide médicale RMI devrait être au moins égal à celui des bénéficiaires payés.

## 2.3.2. Les dépenses

Pour l'assurance personnelle, il peut être difficile de consolider l'information recherchée (paiements tardifs, régularisation des personnes changées de régions, etc.) auprès des URSSAF. Les tableaux doivent être renseignés sur la base des dépenses effectives. Toutefois, une comparaison avec les dépenses prévisibles, au vu des effectifs assurés personnels de moins et plus de 27 ans, permet de repérer des dysfonctionnements éventuels et il vous appartient de les corriger.

Pour les dépenses d'aide médicale (ticket modérateur et forfait journalier) et pour les prestations supplémentaires (dépassements de tarifs pour professionnels), un effort de clarification est nécessaire : si le département tient une comptabilité analytique, vous devez l'utiliser. A défaut vous procéderez à des évaluations en nous indiquant quels critères vous avez adoptés.

## 2.3.4. Le cas particulier des ressortissants de l'aide médicale État

Concernant les personnes sans résidence stable relevant de l'Etat, la convention nationale du 9 mai 1995 prévoit le transfert aux organismes d'assurance maladie de l'admission et de la gestion de l'aide médicale. Cette convention a été mise en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996. La circulaire DAS n° 96-644 du 14 octobre 1996 a précisé les modalités de cette délégation de compétence.

Les organismes d'assurance maladie doivent fournir les informations concernant les effectifs et les dépenses à partir du moment où la compétence leur a été déléguée.

Vous nous tiendrez informé des difficultés éventuelles rencontrées au cours de cette opération. Nous rappelons que l'article 19 de la convention instaure un comité national de suivi pour faciliter cette opération, et que vous pouvez le saisir à tout moment, par l'intermédiaire de la DIRM ou de la DAS.

Nous vous serions obligé de bien vouloir retourner les documents annexes ci-joints dans un délai de quarante jours à compter de l'envoi de la présente circulaire : au ministère de l'emploi et de la solidarité, délégation interministérielle au RMI, 7, place des Cinq-Martyrs-de-Lyons-Bouffon, 75015 Paris Cedex 13 et au ministère de l'intérieur, direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau du financement des transferts de compétences, place Beauvau, 75800 Paris.

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la comptabilité publique,  
M. GOSNET

Le ministre de l'intérieur,  
Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général  
des collectivités locales,  
M. THIENAILT



Le délégué interministériel  
au revenu minimum d'insertion,  
P. GAUTHIER



## ANNEXE N° 14 (suite)

DELEGATION INTERMINISTERIELLE  
AU REVENU MINIMUM D'INSERTION

JUIN 1997

## ANNEXE 1

TABLEAU D'INFORMATION  
CREDITS D'INSERTION

Département : .....

**Contribution légale au dispositif d'insertion du RMI**  
**Articles 38 et 41 de la loi du 1er décembre 1988**  
**modifiée par la loi du 29 juillet 1992**  
-----

1/ Crédits consommés en 1996

a) Les dépenses imputées sur les crédits d'insertion départementaux du RMI comprennent:

- les mandatements constatés en 1996 sous le chapitre 959 (dépenses directes) ;
- les charges rattachées (dépenses indirectes), initialement mandatées sous un autre chapitre budgétaire et réimputées au chapitre 959 ; ces charges peuvent concerner notamment les dépenses de structure et le surcoût des actions de type "carte-santé".

Bien vouloir confirmer que les dépenses de structure ont été prises en compte dans le montant porté en A ci-dessous :

(1) ☐

b) Les dépenses imputées sur les crédits d'insertion départementaux du RMI ne comprennent pas notamment :

- les cotisations au régime de l'assurance personnelle 825 (1) ☐
- la contribution légale au F.S.L. (1) ☐
- le financement du FAJ (1) ☐

\_\_\_\_\_  
(1) Bien vouloir cocher d'une croix lorsque ce point a été vérifié.

## ANNEXE N° 14 (suite)

c) Compte tenu des précisions ci-dessus, la consommation des crédits d'insertion départementaux en 1996 s'élève à :

Consommation des crédits d'insertion en 1996, Montant A :	<input type="text"/>
▸ dont dépenses de structure :	<input type="text"/>
▸ dont dépenses d'aide médicale imputées sur les crédits d'insertion, ensemble :	<input type="text"/>
dont : - partie consacrée au ticket modérateur et au forfait journalier :	<input type="text"/>
(dans la limite de 3 % ; 3,5 % pour les DOM)	
- partie consacrée au dépassement du tarif de sécurité sociale :	<input type="text"/>

## 2/ Crédits à reporter en 1997

Ces crédits sont constitués par différence entre le montant de la contribution légale inscrite au budget 1996 (y compris les reports des exercices antérieurs), ainsi que de la contrepartie des autres concours financiers dont le FSE, et le montant A ci-dessus des dépenses réalisées en 1996:

- contribution au titre de 1996 (égale à 20 % des allocations de RMI payées par l'Etat en 1995 hors indus): montant B :	<input type="text"/>
- concours au titre de 1996 du FSE : montant C : ( cf: 1.2.3.1.)	<input type="text"/>
- autres concours au titre de 1996 : montant D : (cf:1.2.3.2.)	<input type="text"/>
-----	
- montant des contributions au titre de 1996 (E = B + C + D)      montant E :	<input type="text"/>
-----	
- report des exercices antérieurs :      montant F :	<input type="text"/>
-----	

## ANNEXE N° 14 (suite)

- montant des crédits à inscrire  
au budget 1996 ( $G = E + F$ )      montant G :

- montant des crédits consommés  
au compte administratif 1996      montant H :

- montant des crédits à reporter  
sur l'exercice 1997 soit  $I = (E - A) + F$       montant I :

**I devrait être égal à (G-H) si  $G > H$**

### 3/ Crédits à ouvrir au budget 1997

Ces crédits sont constitués par la somme des crédits à reporter des exercices antérieurs (montant I ci-dessus) et de la contribution légale nouvelle au titre de 1997 qui doit être calculée conformément à la procédure décrite dans le paragraphe 1.1. de la présente circulaire.

- allocations RMI 1996 ( tenir compte de la situation particulière de l'exercice 1996 précisée au paragraphe 1.1.2. de la présente circulaire)

CAF : .....

MSA : .....

TOTAL 1:.....

- Indus à déduire

CAF : .....

MSA : .....

TOTAL 2:.....

## ANNEXE N° 14 (suite)

- Base de référence (TOTAL 1-TOTAL 2)      montant J :

- Contribution nouvelle pour 1997  
(20 % de la base de référence J )

montant K :

- Report de l'exercice 1996  
(reporter ici le montant déjà  
inscrit plus haut)

montant I :

- Crédits à ouvrir au budget  
1997 ( $L = I + K$  )

montant L :

## ANNEXE N° 14 (suite)

DELEGATION INTERMINISTERIELLE  
AU REVENU MINIMUM D'INSERTIONAVRIL 1997

## ANNEXE 2

DÉPARTEMENT : .....

Confirmation, après arrêt du compte administratif 1996, des informations fournies en réponse au questionnaire annexé à la circulaire n° 96-318 du 13 juin 1996, relative aux crédits d'insertion départementaux :

MONTANTS

Crédits consommés en 1995 :

.....

Reports sur l'année 1996 :

.....

## ANNEXE N° 14 (suite)

DEPARTEMENT:

*AIDE MEDICALE: EFFECTIFS AU 31/12/96*

STRUCTURES PRESTATIONS	DEPARTEMENT	C A F	ETAT
<b>ASSURANCE PERSONNELLE</b>	Régime 825	Régime 826	Régime 827
nbre bénéficiaires moins 27 ans			
nbre bénéficiaires plus 27 ans			
<b>TOTAL</b>			
dont 825-2 et 827- 2 (Etat)			
<b>AIDE MEDICALE</b>			
nbre de bénéficiaires titulaires			
nbre de bénéf. ayants-droit			
<b>TOTAL</b>			
(personnes couvertes)			

Pour mémoire, nombre d'allocataires payés au 31/12/1996:

D.I.R.M.I.-OQ

{AIDMEC.XLW\AMEFF95.XLS}

## ANNEXE N° 14 (suite)

ANNEXE 3 - TABLEAU 2

EXERCICE 1996

24/04/1997

DEPARTEMENT:

**AIDE MEDICALE: DEPENSES REALISEES AU 31/12/1996**  
**AU PROFIT DES BENEFICIAIRES DU RMI**

STRUCTURES PRESTATIONS	CONSEIL GENERAL	ETAT	participation CPAM
ASSURANCE PERSONNELLE			
cotisations appelées :			
cotisations payées :			
cotis. appelées non payées :			
exercices antérieurs:			
cotisations payées :			
AIDE MEDICALE (Ticket modérateur et forfait journalier, hors prestations supplémentaires)			
montant total (1) dont : soins à domicile soins hospitaliers forfait journalier			
PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES	(dépassement du tarif de la sécurité sociale)		
montant total (2)			
TOTAL DEPENSES AIDE MEDICALE (1+2)			

D.I.R.M.I.-O.Q.

IAIDMEC.XLWAMDEP95.XLS

## ANNEXE N° 14 (suite)

**DELEGATION INTERMINISTERIELLE  
AU REVENU MINIMUM D'INSERTION**
AVRIL 1997**ANNEXE 4**

DEPARTEMENT : .....

**VENTILATION DES ACTIONS ENGAGEES DANS LE CADRE DU PDI 1996  
ET FINANCEES SUR LES CREDITS D'INSERTION DEPARTEMENTAUX**

-----

**LIBELLES****MONTANTS****I - INSERTION SOCIALE**

.....

 1.1 Actions d'insertion sociale  
(illettrisme, actions éducatives, remise à niveau...)

.....

 1.2 Actions pour faciliter l'accès à des services  
(loisirs, transports, sports, activités culturelles)

.....

1.3 Actions pour les enfants des bénéficiaires du RMI

.....

 1.4 Accompagnement social  
dans l'emploi, dans l'entreprise

.....

1.5 Autres

.....



## ANNEXE N° 14 (suite)

2

**II - SANTÉ**

- 2.1 Aide médicale imputée sur crédits d'insertion  
(15 % - 18,75 % dans les DOM).....
- 2.2 Participation aux dépenses pour soins  
dépassant le tarif de responsabilité de la S.S. ....
- 2.3 Actions d'éducation pour la santé,  
santé communautaire. ....
- 2.4 Renforcement des dispositifs  
de prise en charge.  
{CHAA, santé mentale, toxicomanie, populations spécifiques}. ....
- 2.5 Formation des intervenants  
sociaux et/ou médicaux .....
- 2.6 Financement des accompagnateurs santé .....
- 2.7 Autres actions .....
- 2.8 Aides individuelles ou financement  
de petites actions collectives d'urgence .....

**III - LOGEMENT**

- 3.1 Abondement du FSL au-delà  
de l'obligation légale .....
- 3.2 Accompagnement social lié au logement  
(si différent de 3.1) dont financement des associations à ce titre .....
- 3.3 Actions d'aide à la recherche de logement :  
maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale (MOUS)  
bureau d'aide au logement,  
agence immobilière à vocation sociale. ....
- 3.4 Aides à l'investissement  
(complément PLAI, Palulos, PST) .....

## ANNEXE N° 14 (suite)

**3**

3.5 Aide à la réhabilitation pour propriétaires occupants	.....
3.6 Aides individuelles	.....
3.7 Autres	.....

**IV - INSERTION PROFESSIONNELLE**

4.1 Financement d'actions de formation	.....
4.1.1 Bilans professionnels	.....
4.1.2 Actions collectives d'aide à l'orientation, à la recherche d'emploi etc..	.....
4.1.3 Actions de formation	.....
4.2 Financement de postes	.....
4.2.1 ALI (animateurs locaux d'insertion) - Cellules d'appui (Emploi)	.....
4.2.2 Postes ANPE co-financés	.....
4.2.3 Autres	.....
4.3 Chantiers d'insertion/Chantiers école	.....
4.3.1 Postes d'encadrement	.....
4.3.2 Aides au fonctionnement	.....
4.4 Aide complémentaire aux employeurs	.....
4.4.1 CES	.....
4.4.2 Contrats emploi consolidé (CEC)	.....

## ANNEXE N° 14 (suite et fin)

	<b>4</b>
4.5 Insertion par l'économie (EI, AI, régies de quartiers ...)	.....
4.6 Autres aides à l'emploi	.....
4.6.1 Aides individuelles	.....
4.6.2 Autres	.....
4.7 Secteur agricole	.....
2.7.1 Encadrement. Fonds d'aide aux exploitants	.....
4.8 Actions spécifiques en direction des artistes	.....
4.9 Aides individuelles ou financement de petites actions collectives d'urgence	.....
4.10 Autres	.....
<b>V - <u>EVALUATION DES ACTIONS ENGAGEES</u></b>	.....
<b>VI - <u>DÉPENSES DE STRUCTURES</u></b>	.....
6.1 Travailleurs sociaux	.....
6.2 Secrétaires	.....
6.3 Chefs de projets	.....
6.4 animateurs départementaux dans le cadre des PDALPD ou FSL	.....
6.5 Autres	.....